



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Rapport annuel sur les langues officielles

2016-2017



Canada 

***Also available in English under the title,
Official Languages Annual Report 2016-17.***

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2018

ISSN : 1702-0689

N° de catalogue : CH10F-PDF



Message de la ministre

Les langues officielles font partie de notre identité et, avec les droits et libertés protégés par la *Charte canadienne* ainsi que la réconciliation avec les peuples autochtones, elles sont l'un des trois piliers du contrat social qui nous unit. C'est en français et en anglais que nous participons à la vie de notre communauté. C'est dans ces deux langues que nous exprimons notre créativité et que nous allons à la rencontre des diverses cultures qui forment notre société. Le français et l'anglais sont les langues de notre vivre-ensemble au pays.

Pour notre gouvernement, il est important de promouvoir les deux langues officielles du Canada et de veiller à l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire. C'est pourquoi nous avons pris des mesures concrètes pour traduire en action l'engagement de notre gouvernement à l'égard des langues officielles.

En 2016, nous avons mené des consultations pancanadiennes sur les langues officielles pour discuter avec les Canadiens des priorités et des défis dans ce domaine. Cette étape nous a conduits vers l'élaboration du *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023* :

Investir dans notre avenir, le plus grand investissement en langues officielles de notre histoire. Ce plan vise avant tout à pérenniser nos communautés et à moderniser notre appui en matière de langues officielles. De plus, j'ai entamé avec le président du Conseil du Trésor une révision du Règlement sur les langues officielles qui régit les communications avec le public et la prestation des services en anglais et en français d'un bout à l'autre du pays. Nous veillons ainsi à ce que les services fédéraux soient fournis en conformité avec la *Loi sur les langues officielles*.

À titre de ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie, je vous invite à prendre connaissance du *Rapport annuel sur les langues officielles 2016-2017*. Il présente les réalisations du gouvernement du Canada, notamment celles des Programmes d'appui aux langues officielles, ainsi que celles de nombreuses institutions fédérales qui collaborent pour mettre en valeur le français et l'anglais dans toutes les régions du Canada.

L'honorable Mélanie Joly

Table des matières

4

Introduction

5

Principales réalisations en langues officielles

7

2016-2017 : Une année riche en données

15

Cercle d'appui à la vitalité des communautés

16

Renouvellement et mobilisation

petite enfance • éducation et jeunesse • immigration

26

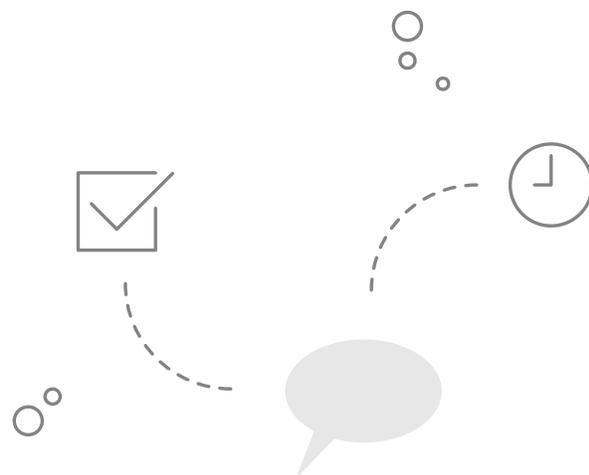
Réalisations et rayonnement

vie sociale • vie culturelle • vie économique

35

Rapprochement

dualité • bilinguisme • diversité





40 Consulter pour mieux vous servir

44 Une région à l'honneur : Vivement l'Atlantique

48 Résultats et progrès 2016-2017 de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018*

53 Coordination interministérielle

54 Conclusion

55 Annexes

1. Dépenses réelles des initiatives de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018* pour 2016-2017

2. Dépenses par province et territoire en 2016-2017 (Direction générale des langues officielles)

3. Dépenses selon les volets de programme en 2016-2017 (Patrimoine canadien)

4. Dépenses en éducation en 2016-2017 (Direction générale des langues officielles)

5. Effectifs scolaires en 2015-2016 (Direction générale des langues officielles)



Introduction

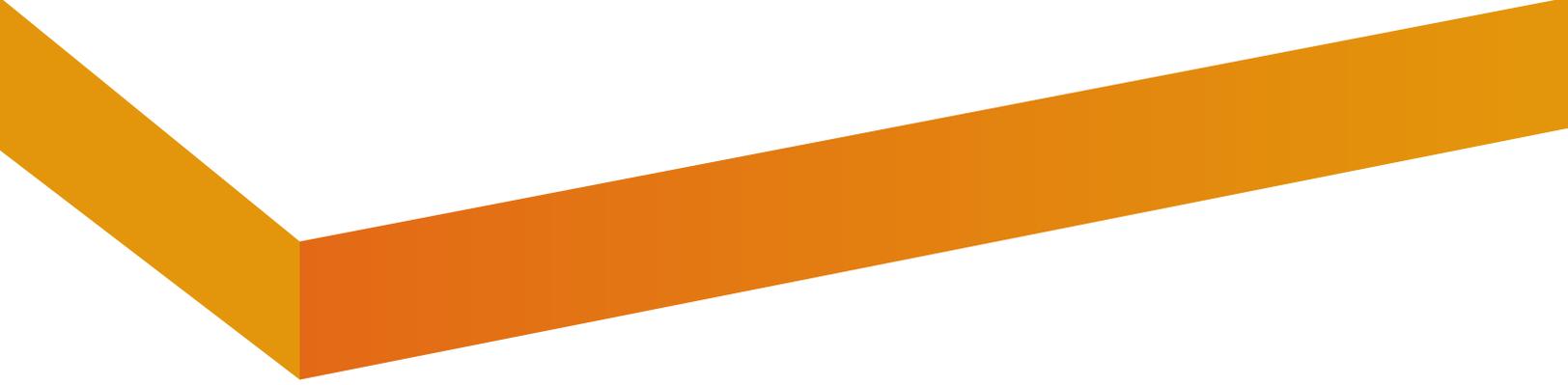
Le *Rapport annuel sur les langues officielles 2016-2017* offre un portrait des nombreuses initiatives du gouvernement du Canada en faveur du développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire (les communautés) et de la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne. Il tient compte, entre autres, de l'information des institutions fédérales qui ont déposé un bilan sur les langues officielles à la Direction générale des langues officielles en 2016-2017.

Pour 2016-2017, le rapport fait état de trois grands constats :

- Le rôle essentiel que jouent les institutions fédérales dans l'épanouissement des communautés et dans l'essor de la dualité linguistique tout au long des « cycles de vie » de ces communautés.
- L'importance de la collaboration entre les nombreux partenaires partout au pays et des communications soutenues avec les communautés.
- La valeur ajoutée du leadership organisationnel.

L'année 2016-2017 se démarque par la publication de nombreux rapports, études et sondages, ainsi que par la tenue de consultations pancanadiennes sur les langues officielles. Ces nouvelles données font la lumière sur la situation des langues officielles au Canada et guideront les institutions fédérales dans la mise en œuvre de leurs initiatives et de leurs programmes de manière plus ciblée.

Cette année a aussi vu le lancement des célébrations du 150^e anniversaire de la Confédération canadienne. Notre dualité linguistique était au cœur de ces célébrations qui ont offert aux Canadiens des occasions de rencontres inoubliables et qui ont mis en valeur le talent des communautés.



Principales réalisations en langues officielles

Programme de contestation judiciaire

Le rétablissement et la modernisation du Programme a pour objectif de fournir un soutien aux Canadiens afin qu'ils aient accès aux tribunaux pour des causes types d'importance nationale, entre autres pour faire valoir des droits en matière de langues officielles et des droits de la personne au Canada.

Travailleurs étrangers qualifiés : Mobilité francophone

Mobilité francophone a été lancée en 2016. Ce programme est conçu pour les travailleurs étrangers qualifiés qui souhaitent venir travailler au Canada dans une province ou un territoire autre que le Québec. Les candidats sont préalablement sélectionnés lors d'une activité promotionnelle organisée par le gouvernement du Canada et par des organismes communautaires.

Nomination des juges fédéraux

Afin de s'assurer que les Canadiens francophones et anglophones puissent avoir un accès à la justice dans leur première langue officielle, les candidats doivent maintenant compléter une évaluation plus approfondie de leur niveau de bilinguisme.

Collège militaire royal St-Jean

Le rétablissement de l'affiliation universitaire du Collège militaire royal St-Jean favorise le bilinguisme des officiers canadiens offrant des programmes universitaires adaptés à la situation de plus en plus complexe sur le plan de la sécurité.

Infrastructures éducatives des communautés

80 millions de dollars sur 10 ans sont investis à l'appui de la construction d'infrastructures éducatives dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire. En collaboration avec les provinces et les territoires, le gouvernement du Canada pourrait investir dans des projets comme des centres de la petite enfance, des centres communautaires et des centres culturels.

Programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

Dans le cadre des accords bilatéraux, le gouvernement du Canada verse aux provinces et aux territoires une somme de 1,2 milliard de dollars au cours de 2017-2020 au titre de programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Ces accords bilatéraux répondent aux besoins particuliers des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Programmes jeunesse pour les emplois d'été

Le renouvellement de la Stratégie emplois jeunesse permet d'augmenter le nombre des emplois d'été pour les étudiants, qui passera à près de 70 000 en 2016, 2017 et 2018. Dorénavant, plus de jeunes obtiendront une expérience de travail dans des emplois liés à des activités destinées aux membres des communautés.

Le 150^e anniversaire de la Confédération : un corridor touristique

La création d'un corridor touristique, culturel et patrimonial francophone dans le contexte du 150^e anniversaire de la Confédération du Canada, met en valeur des attraits touristiques de toutes les provinces et territoires qui possèdent un patrimoine culturel francophone.

Professionnels langagiers

Le Bureau de la traduction utilise du financement supplémentaire pour embaucher de nouveaux professionnels et accroître le recours aux pigistes afin de répondre à une hausse de la demande en interprétation, en traduction et en sous-titrage au Parlement.

Collège militaire royal St-Jean

Nomination des juges fédéraux

Travailleurs étrangers qualifiés

Le 150^e anniversaire de la Confédération

Professionnels langagiers

Programmes jeunesse pour les emplois d'été

Programme de contestation judiciaire

Accords bilatéraux sur l'apprentissage

Infrastructures éducatives des communautés



2016-2017 : Une année riche en données

L'année 2016-2017 a permis de faire le point sur les langues officielles au Canada grâce aux Consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016 et à des sondages réalisés entre autres par le Commissariat

aux langues officielles et par la Direction générale des langues officielles. Ces constats sont éclairés par les Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036, publiées par Statistique Canada en janvier 2017.

Des connaissances améliorées grâce aux statistiques... en 2016-2017 :

Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036, de Statistique Canada : source unique d'information sur le devenir plausible des caractéristiques linguistiques des Canadiens, des communautés de langue officielle en situation minoritaire, au sujet de l'équilibre démolinguistique entre les collectivités de langue française et de langue anglaise, ainsi que sur l'évolution du bilinguisme français-anglais au pays.



Statistique Canada : outil cartographique interactif mettant en valeur les données du Recensement de 2016, dont celles sur les langues officielles au Canada.

Patrimoine canadien, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Santé Canada et Justice Canada : étude menée par Statistique Canada en collaboration avec le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences, intitulée *Les compétences en littératie chez les francophones du Nouveau-Brunswick : enjeux démographiques et socio-économiques*. Le rapport établit des liens entre les tendances démographiques, les dynamiques économiques et les **compétences en littératie**.

Le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles à Emploi et Développement social Canada : étude auprès de 776 participants de six provinces sur l'impact des niveaux améliorés de **compétences essentielles sur l'intégration socioéconomique** des immigrants francophones dans les communautés.

Agriculture et Agroalimentaire Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada : étude menée par Statistique Canada qui présente le **portrait socioéconomique, linguistique et agricole** des travailleurs francophones des industries agricole et agroalimentaire au Canada.



Santé Canada a appuyé un projet du Réseau Santé Colombie-Britannique pour recueillir des données afin de créer un **profil de santé** de la province et pour déterminer les besoins en matière de santé de la communauté francophone de la Colombie-Britannique.

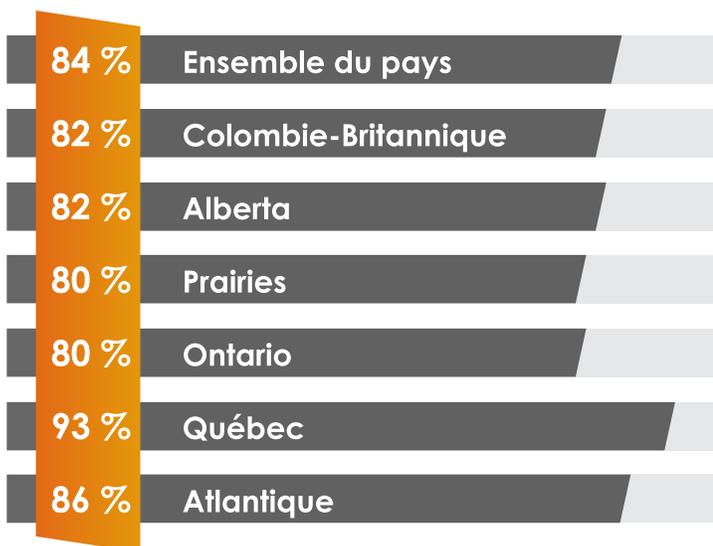
Le Réseau communautaire de santé et de services sociaux du Québec a publié une étude sur la **santé mentale et émotionnelle** des communautés anglophones du Québec.

Les Instituts de recherche en santé du Canada : 100 000 dollars de financement en partenariat avec l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne pour soutenir la recherche sur la santé des populations francophones en situation minoritaire pour une meilleure compréhension de l'**état de santé actuel** des communautés et stimuler la recherche dans les secteurs prioritaires.



Le programme de contestation judiciaire, le Bureau de la traduction et le nouveau plan d'action en matière de langues officielles ont bénéficié des travaux effectués par les comités parlementaires.

EN FAVEUR DU BILINGUISME POUR L'ENSEMBLE DU CANADA*



90 %

**des répondants
de 18 à 34 ans**

sont en faveur du bilinguisme
pour l'ensemble du Canada

84 %

**des répondants
de 35 à 54 ans**

sont en faveur du bilinguisme
pour l'ensemble du Canada

79 %

**des répondants
de 55 ans et plus**

sont en faveur du bilinguisme
pour l'ensemble du Canada

Les avantages du bilinguisme

- Améliorer les perspectives d'emploi : **95 %** des répondants
- Offrir un meilleur service : **94 %** des répondants
- Faire la connaissance de Canadiens qui parlent l'autre langue officielle : **89 %** des répondants
- Voyager plus facilement dans d'autres pays : **89 %** des répondants
- Se familiariser avec une autre culture : **88 %** des répondants

8 Canadiens sur 10 sont d'accord

« L'existence de deux langues officielles contribue favorablement à l'image internationale du Canada. »

« Comme le français et l'anglais font partie de notre histoire, il est logique qu'ils aient un statut égal. »

« L'existence de deux langues officielles est l'une des réalités qui définissent vraiment le Canada. »

« Le fait d'avoir deux langues officielles a fait du Canada un lieu plus accueillant pour les immigrants de diverses cultures et origines ethniques. »

*Résultats du sondage publiés en août 2016 par le Commissariat aux langues officielles.

Appréciation et perception des deux langues officielles canadiennes*

La dualité linguistique au Canada est perçue comme un atout

82 % des Canadiens croient que la dualité linguistique **facilite la compréhension entre les Canadiens**

70 % des Canadiens sont d'accord que la dualité linguistique **fait partie de notre identité canadienne**

80 % des Canadiens estiment qu'être **bilingue améliore les chances** de se trouver un emploi

65 % des Canadiens considèrent que la connaissance des deux langues officielles du pays constitue une source d'**enrichissement culturel**

67 % des Canadiens considèrent que la connaissance des deux langues officielles du pays **renforce l'unité nationale**



Les Canadiens démontrent une ouverture à mieux connaître les membres des collectivités de l'autre langue officielle

62 %

des Canadiens considèrent que les relations entre les francophones et les anglophones sont plus positives qu'elles ne l'étaient il y a 10 ans

78 %

des Canadiens soutiennent les échanges linguistiques en milieu scolaire

entre
60 et 68 %

des Canadiens souhaiteraient en connaître davantage sur les groupes francophones et anglophones en situation majoritaire et en situation minoritaire

31 %

des Canadiens consomment des produits culturels dans l'autre langue

67 %

des Canadiens ont des contacts avec au moins une personne issue de l'autre groupe linguistique

52 %
83 %

Le français (52 pour cent des anglophones) et l'anglais (83 pour cent des francophones) sont de loin les langues que les Canadiens souhaitent le plus apprendre

*Résultats du sondage de 2016-2017 dans le cadre de l'évaluation des Programmes d'appui aux langues officielles.

L'AVENIR DES LANGUES OFFICIELLES ET DE LA DIVERSITÉ AU CANADA*

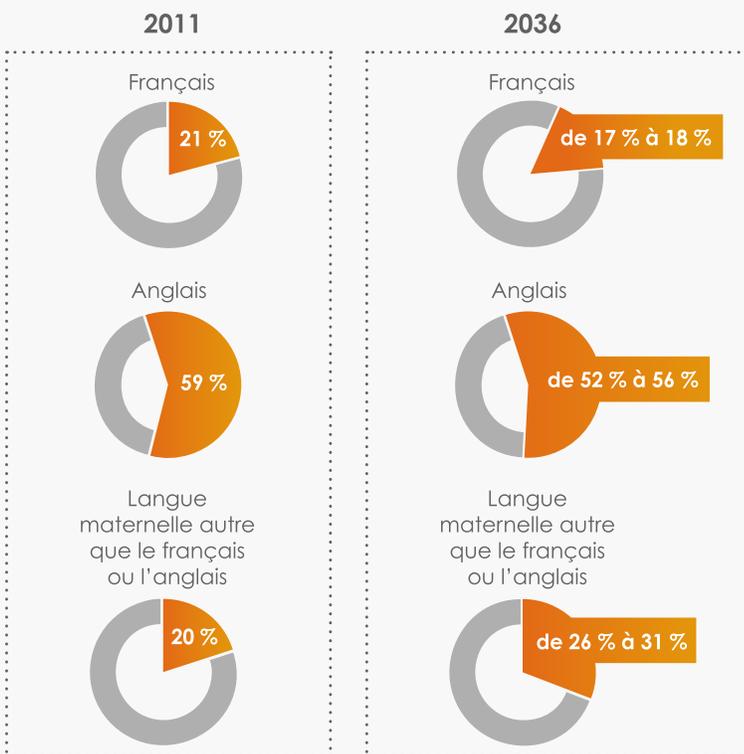
Évolution des groupes linguistiques

Malgré la hausse du nombre absolu de francophones d'ici 2036, le poids démographique de ce groupe est appelé à continuer à diminuer.

PREMIÈRE LANGUE OFFICIELLE PARLÉE, FRANÇAIS



LANGUE MATERNELLE, TOUT LE CANADA



En 2036, le nombre de personnes n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle pourrait dépasser la proportion du nombre de Canadiens dont la langue maternelle est le français.

*Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036, Statistique Canada.

L'AVENIR DES LANGUES OFFICIELLES ET DE LA DIVERSITÉ AU CANADA*

Évolution de la connaissance des langues officielles au Canada

Malgré la hausse du nombre absolu de personnes capables de parler le français d'ici 2036, leur pourcentage pourrait diminuer.

CONNAISSANCE DU FRANÇAIS, TOUT LE CANADA

2011



Nombre de Canadiens capables de parler le français

10,2 MILLIONS DE PERSONNES



Pourcentage de la population canadienne capable de parler le français

29,8 %

2036



Nombre de Canadiens capables de parler le français

DE 11,7 À 12,5 MILLIONS DE PERSONNES



Pourcentage de la population canadienne capable de parler le français

DE 27,6 % À 28,4 %

*Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036, Statistique Canada.

À l'aube du 50^e anniversaire de la Loi sur les langues officielles*

Actions auxquelles le gouvernement du Canada devrait accorder le plus d'attention

53 %

des représentants ont dit :

Mieux soutenir la vitalité
des communautés



43 %

des représentants ont dit :

Promouvoir les langues officielles
comme langues d'intégration pour les
Canadiens d'origines diverses



39 %

des représentants ont dit :

Se donner des cibles plus
ambitieuses et des mesures plus
concrètes pour faire augmenter le
taux de bilinguisme au pays

Meilleures manières d'encourager l'apprentissage de la seconde langue officielle



57 %

des représentants ont dit :

Accroître l'efficacité des
programmes scolaires
réguliers d'enseignement
de la langue seconde



44 %

des représentants ont dit :

Appuyer des initiatives
d'apprentissage en milieu scolaire,
du primaire à l'université



40 %

des représentants ont dit :

Augmenter l'accès aux
programmes d'immersion
en langue seconde

*Opinions recueillies dans le cadre des Consultations pancanadiennes sur les langues officielles de la Direction générale des langues officielles en 2016.

À l'aube du 50^e anniversaire de la Loi sur les langues officielles*

SELON LES RÉPONDANTS,
pour favoriser
la vitalité des
communautés,
il faut :

Appuyer l'accès à l'éducation dans la langue de la minorité, de la petite enfance au postsecondaire

63 %

Assurer l'accès aux services publics (justice, santé, etc.) dans la langue officielle de son choix

55 %

Assurer l'accès à des services fédéraux de qualité dans la langue officielle de son choix

Pour favoriser et promouvoir l'apprentissage de la seconde langue officielle

53 %
des répondants ont dit :
Offrir davantage de cours de langue seconde de qualité de la petite enfance au secondaire

48 %
des répondants ont dit :
Appuyer un programme d'éducation en langue seconde dès la petite enfance

38 %
des répondants ont dit :
Appuyer davantage les programmes d'immersion en langue seconde

37 %
des répondants ont dit :
Appuyer la formation linguistique pour les adultes

Défis des communautés francophones en situation minoritaire

60 %

des répondants ont dit :

Manque d'occasions de vivre, d'apprendre et de travailler en français dans la vie de tous les jours

46 %

des répondants ont dit :

Manque de professionnels capables d'offrir des services en français

44 %

des répondants ont dit :

Peu ou pas de visibilité du français dans les lieux publics

38 %

des répondants ont dit :

Absence de reconnaissance des droits linguistiques par les différents ordres de gouvernement au Canada

Défis de la communauté d'expression anglaise du Québec

75 % des répondants ont dit :

Reconnaissance de la communauté anglophone par les différents ordres de gouvernement au Canada

66 % des répondants ont dit :

Présence d'institutions publiques anglophones

66 % des répondants ont dit :

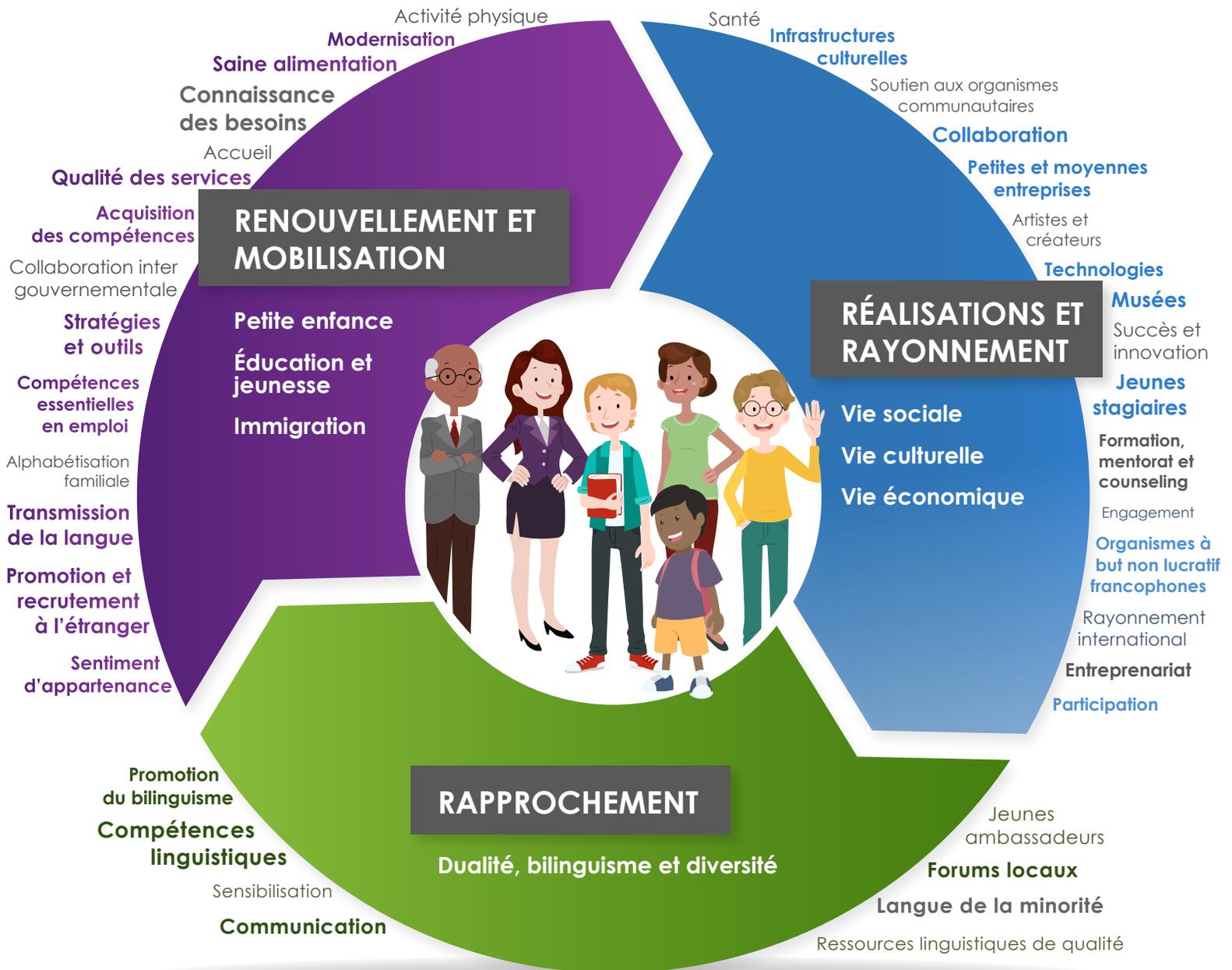
Occasions de vivre, d'apprendre et de travailler en anglais dans la vie de tous les jours

45 % des répondants ont dit :

Accès à une éducation publique de qualité en anglais, du primaire au postsecondaire

*Opinions recueillies dans le cadre des Consultations pancanadiennes sur les langues officielles de la Direction générale des langues officielles en 2016.

Cercle d'appui à la vitalité des communautés





Renouvellement et mobilisation

petite enfance • éducation et jeunesse • immigration



Le gouvernement du Canada reconnaît l'importance d'investir dans l'avenir des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Contribuer au renouvellement et au maintien de l'engagement de ces communautés est prioritaire. Travailler de concert avec elles, assurer l'accès à un continuum de services de qualité dès le très jeune âge, et mettre en œuvre des stratégies qui favorisent l'intégration des immigrants francophones au sein des communautés pourront contribuer à leur plein épanouissement.

RENOUVELLEMENT ET ENGAGEMENT DES COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE

« L'avenir des langues officielles au Canada passe par les nouvelles générations. Apprendre une langue, vouloir en apprendre une deuxième, c'est une histoire presque d'amour avec notre communauté. C'est une histoire qui touche la culture, le social, l'économie.

Donc toutes les mesures qui vont être prises pour renforcer la place que les jeunes occuperont dans la mise en valeur des langues officielles, dans les espaces de vie communs, dans les lieux de rassemblement, c'est bon. »

RENÉ CORMIER

Président, Société nationale de l'Acadie

CONSULTATIONS PANCANADIENNES SUR LES LANGUES OFFICIELLES, 2016 | NOUVEAU-BRUNSWICK

Petite enfance

Le gouvernement du Canada, de même que les provinces et les territoires, reconnaissent que les premières années de vie sont essentielles au bon développement de l'enfant ainsi qu'à la progression de son apprentissage. Dans le Budget 2016, le gouvernement du Canada a proposé

d'investir 500 millions de dollars en 2017-2018 afin d'appuyer l'établissement du Cadre national d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, une initiative pancanadienne coordonnée par Emploi et Développement social Canada.

COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES

Publication d'un rapport présentant un **portrait de la petite enfance** au sein des communautés pour mieux documenter les principaux enjeux.



CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

En juin 2016, les ministres des provinces et des territoires s'entendent sur le fait que les programmes et les politiques contribuent à la **transmission de la langue française**. La création d'un lieu de discussion fédéral-provincial-territorial en matière de petite enfance est envisagée.

EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA

Innoweave, programme mis sur pied par la Fondation de la famille J.W. McConnell, a offert plus de 200 ateliers bilingues, auxquels ont participé près de 1 000 organisations, 600 d'entre elles offrant des services directement aux familles et aux enfants.

Stratégies et outils développés afin d'accroître les compétences essentielles et entrepreneuriales des **travailleurs dans le domaine de l'apprentissage des jeunes enfants**, et assurer la **qualité des services** et la viabilité des entreprises (le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada et la Commission nationale des parents francophones).

AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA

Inventaire des subventions et des contributions accordées à l'aide aux enfants et à la nutrition prénatale pour mieux connaître la santé des mères et des enfants.

389 000 dollars supplémentaires versés au Réseau santé en français de la Saskatchewan pour **Départ Santé**.

36 centres d'éducation préscolaire francophones de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick offrent des programmes pour **l'amélioration de l'activité physique** et de **l'alimentation** des enfants de 3 à 5 ans et de leurs familles dans les milieux francophones.

PROGRAMMES D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES

Achats de **livres et de matériel audiovisuel, et activités en français** offerts par l'Association régionale de la côte Ouest (Port-au-Port à Terre-Neuve-et-Labrador) afin de faciliter l'apprentissage du français pendant la petite enfance et dans la vie familiale.



ENTENTE SUR L'ÉDUCATION AVEC LE NOUVEAU-BRUNSWICK

Programme d'alphabétisation familiale : Augmentation du nombre d'enfants anglophones qui s'inscrivent désormais à la maternelle en français.

Renouvellement et mobilisation

Éducation et jeunesse

Investissement en éducation

La Direction générale des langues officielles gère 13 ententes relatives à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde.

Ces ententes avec le gouvernement du Canada aident les Canadiens à apprendre l'anglais et le français comme première ou deuxième langue officielle :

- Matériel pédagogique
- Outils interactifs
- Cadre de référence en intervention culturelle
- Guide d'information à l'intention des enseignants
- Programmes de mentorat

L'appui aux institutions favorise l'épanouissement des communautés



40
conseils scolaires



920
écoles



244 500
élèves



120
radios et journaux
communautaires



300
organismes des
communautés

Sources : Statistique Canada, 2015-2016,
CRTC, 2018, PCH, 2016-2017.

« L'éducation [...], c'est la pierre angulaire du développement de notre communauté. Sans école française, les chances que notre communauté survive sont de zéro. Nous, on a six écoles qui sont toutes rattachées à des centres communautaires et des centres de la petite enfance. Donc on a de très bons partenaires et la communauté a de bonnes chances de se développer. »

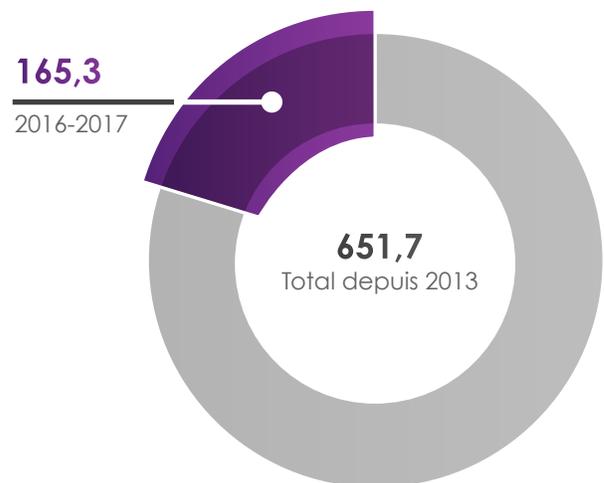
ÉMILE GALLANT

Président, Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard

CONSULTATIONS PANCANADIENNES SUR
LES LANGUES OFFICIELLES, 2016 | ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Mise en œuvre du Protocole d'entente relatif à l'enseignement de la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde (millions de dollars)

Langue de la minorité



Appui en infrastructure

Le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada : Jusqu'à deux milliards de dollars sur trois ans, à compter de 2016-2017, pour des projets d'infrastructure dans des établissements postsecondaires qui fournissent des services aux communautés.

- Modernisation, installations de recherche et de commercialisation.
- Universités, collèges, écoles polytechniques.
- 31 projets dans 16 établissements pour une contribution financière globale de plus de 261 millions de dollars (en 2016-2017).



Participation citoyenne des jeunes

Au Québec, plusieurs jeunes ont participé au projet « Fostering Organizational Renewal through Enriching Volunteer Experience and Recognition (FOREVER) », du Quebec Anglophone Heritage Network. Le projet a contribué à renforcer le **sentiment d'appartenance** au sein de la communauté d'expression anglaise, ciblant en particulier les jeunes.

Conseil jeunesse du premier ministre

C'est à l'automne 2016 que le Conseil jeunesse du premier ministre du Canada a été annoncé avec la nomination de 15 membres fondateurs, et de 11 membres supplémentaires en janvier 2017. Ces jeunes élus ont été choisis à partir de 17 000 demandes en ligne! Ont été pris en compte leurs intérêts et leur engagement à l'égard d'enjeux prioritaires tels que l'environnement, la santé et le bien-être mental, la justice et les droits de la personne, l'emploi et la participation des femmes et la réconciliation. Ils reflètent la diversité canadienne, certains issus des communautés prônent leur **engagement en matière de francophonie canadienne et internationale**.

Programmes éducatifs

De nombreux programmes éducatifs ont contribué à favoriser l'acquisition de connaissances variées et la participation sociale et civique des jeunes :

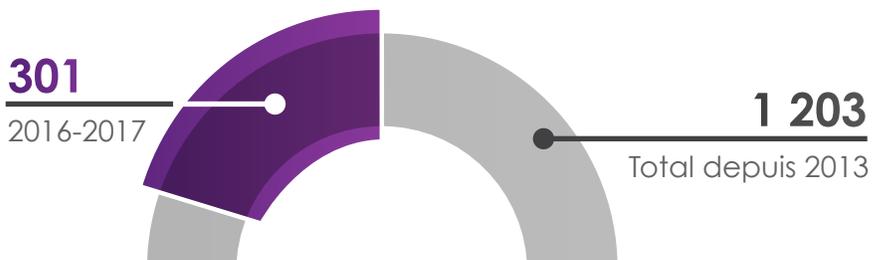
- Ligne de ravitaillement du **Musée canadien de la guerre** est un programme itinérant et éducatif offert gratuitement à toutes les écoles du Canada, au sujet de l'expérience canadienne à l'étranger au cours de la Première Guerre mondiale : 47 écoles francophones d'un bout à l'autre du pays ont participé.
- **Ressources naturelles Canada** fait la promotion et la vulgarisation des sciences en français auprès des écoles secondaires françaises et d'immersion française.
- **Les Programmes d'appui aux langues officielles** ont financé le Regroupement étudiant franco-ontarien pour un projet intitulé **Le Grand vernissage étudiant de l'Ontario français** : 75 étudiants francophones et francophiles d'Ottawa, de Hearst, de Toronto et de Sudbury ont participé aux journées artistiques animées par trois artistes de l'Ontario français.
- L'**Agence de la santé publique du Canada** a financé des programmes scolaires de promotion de la santé mentale offerts dans les deux langues officielles, et a consacré 60 000 dollars au cours des deux dernières années pour soutenir *The Fourth R*, un consortium de chercheurs et de professionnels qui se consacre à la promotion des relations saines entre adolescents, et la réduction des comportements à risque.

« Les jeunes s'engagent » (Patrimoine canadien)

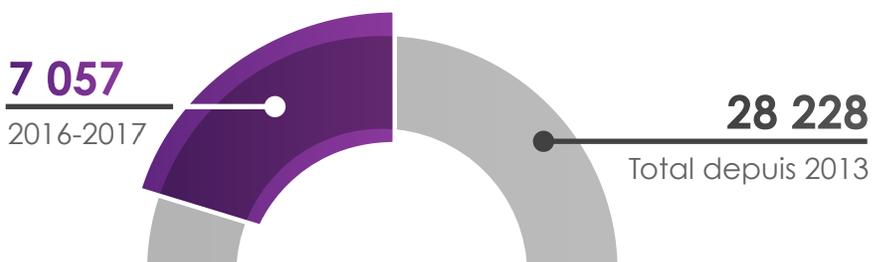
fournit aux jeunes Canadiens la possibilité de mieux comprendre les deux communautés linguistiques.

La route vers 2017 : Les jeunes Québécois aux commandes est un projet qui a permis à des jeunes francophones et anglophones de partager leurs points de vue au Forum du Plan pour l'avenir : **les jeunes du Québec et du Canada en 2067**.

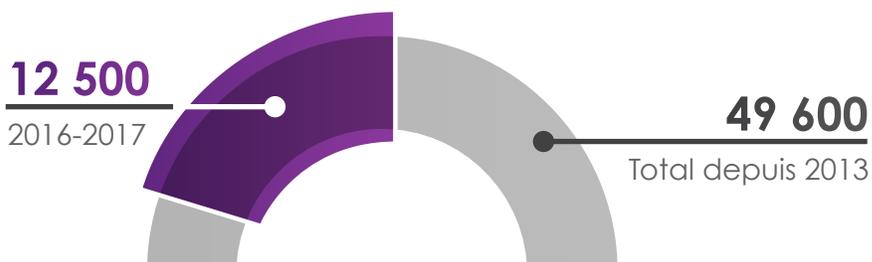
Niveau de participation aux programmes Odysée, Explore et Échanges Canada



ODYSÉE



EXPLORE



ÉCHANGES CANADA



Formation professionnelle

En justice :

- Justice Canada a soutenu des projets visant à développer des curriculum académiques pour les étudiants bilingues désirant poursuivre une carrière dans le secteur de la justice.
- Des étudiants bilingues de Saskatoon peuvent désormais suivre le tiers de leur formation en français grâce à des cours offerts à distance par l'Université d'Ottawa et un partenariat avec la Faculté de droit de l'Université de la Saskatchewan.

Premier du genre au Canada, le Certificat de common law en français est offert aux étudiants en droit depuis l'automne 2016. Le programme académique régulier est assorti d'une formation de haut niveau en terminologie et en rédaction juridique en français ainsi qu'en droits linguistiques.



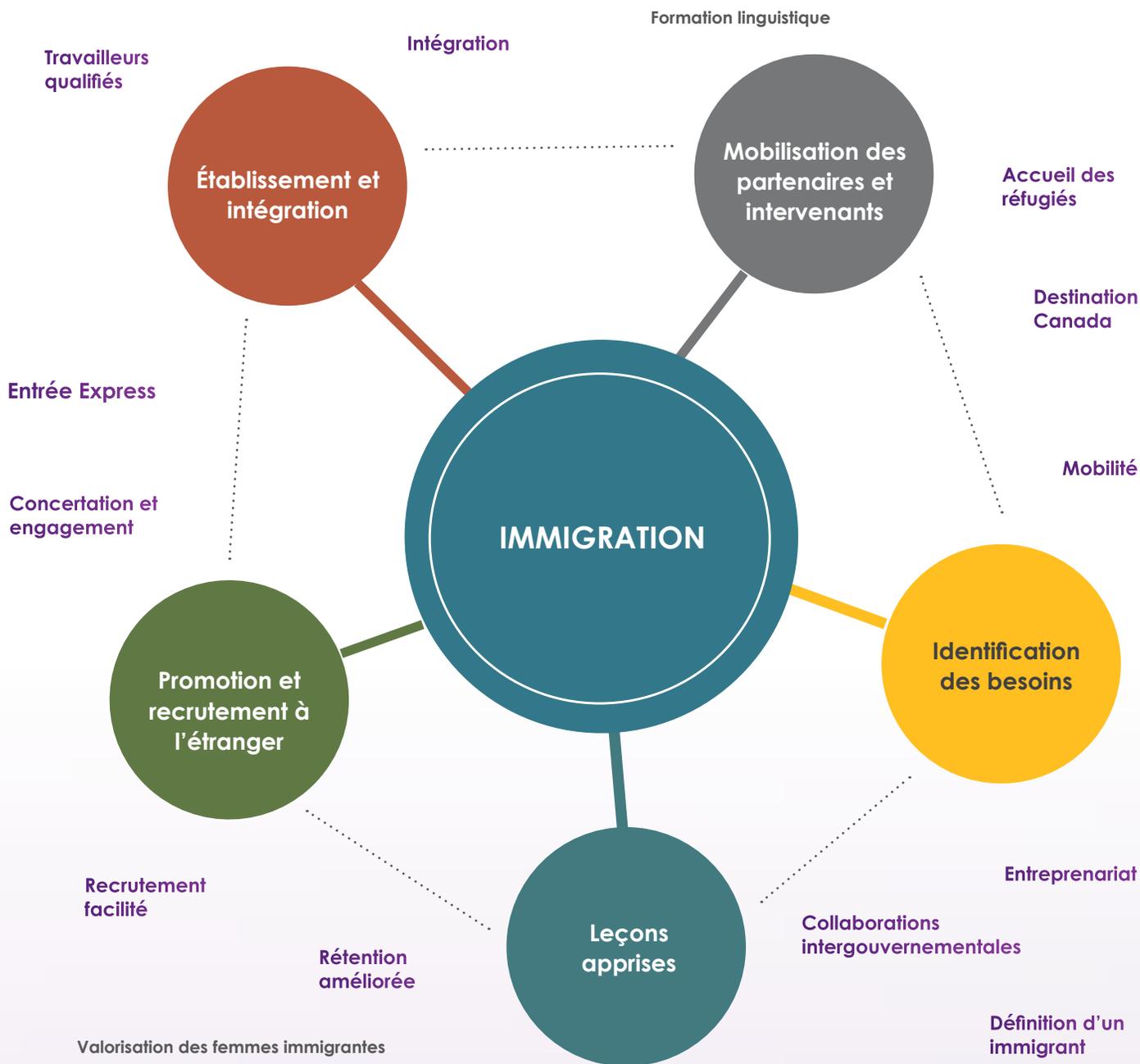
Formation professionnelle

En santé :

- 860 étudiants ont obtenu leur diplôme dans 100 programmes de formation francophones en santé, financés par Santé Canada, dans 11 collèges et universités situés à l'extérieur du Québec.
- Plus de 70 pour cent des élèves de langue française dans les programmes de santé (hors Québec) ayant terminé avec succès leurs programmes de formation, ont été embauchés au sein des communautés.
- L'Université McGill a lancé ses cours d'anglais personnalisés en ligne, pour les fournisseurs de la santé et des services sociaux, avec un taux cible de 1 500 inscriptions par année.
- L'Association des facultés de médecine du Canada a poursuivi son projet de partenariat avec la Société Santé en français, le Consortium national de formation en santé et Médecins francophones du Canada pour engager des étudiants en médecine francophone provenant de 14 facultés de médecine de langue anglaise situées dans 8 provinces du Canada, afin de répondre aux besoins des communautés minoritaires francophones. Grâce à ce projet, on a identifié 578 apprenants francophones et francophiles dans les programmes existants de formation médicale de premier cycle en 2015. Depuis, 50 activités d'apprentissage et de réseautage dans toutes ces facultés ont été mises en œuvre, de même que le développement d'une boîte à outils anglais-français en ligne contenant des ressources d'apprentissage.
- La Commission de la santé mentale du Canada a produit des vidéos éducatives sur la santé mentale en milieu de travail pour les intervenants de première ligne. Ces vidéos sont disponibles dans les deux langues officielles et sont adaptées pour refléter les réalités culturelles.
- La Société Santé en français, en partenariat avec la Commission de la santé mentale du Canada, a coordonné la formation en premiers soins en santé mentale en français : 27 instructeurs et plus de 700 sauveteurs ont été formés à travers le pays.

Renouvellement et mobilisation

Immigration



8 Canadiens sur 10 sont d'accord : Le fait d'avoir deux langues officielles a fait du Canada un lieu plus accueillant pour les immigrants de diverses cultures et origines ethniques.

Source : Résultats du sondage rendu public par le Commissaire aux langues officielles, en 2016.

Initiatives importantes en immigration – Mobilisation des partenaires et des intervenants

Des améliorations au système **Entrée express** facilitent désormais l'entrée au pays aux ressortissants étrangers, tant d'expression française que d'expression anglaise.

Le nouveau volet du Programme de mobilité internationale a été conçu pour faciliter la **sélection des travailleurs étrangers qualifiés** intéressés à venir travailler au Canada (ailleurs qu'au Québec) et identifiés lors des activités promotionnelles du gouvernement fédéral auxquels participent les intervenants des communautés francophones. L'allègement du processus d'entrée au pays, à l'intention des travailleurs qualifiés, contribue à appuyer le développement des communautés dans le respect des valeurs canadiennes.

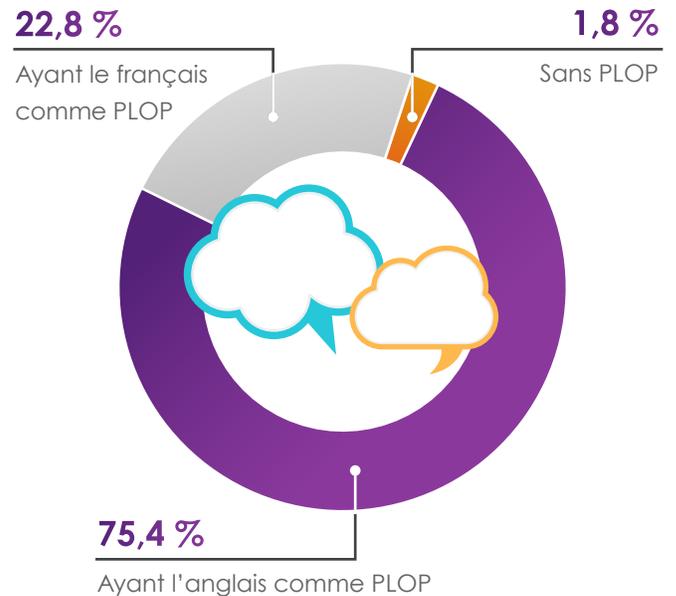
Faciliter l'entrée des immigrants au Canada avec une nouvelle définition d'immigrant : L'adoption d'une nouvelle définition d'un immigrant d'expression française et d'expression anglaise aide à brosser un portrait plus précis de l'immigration d'expression française et anglaise aux niveaux national et régional et de mieux rendre compte du degré d'atteinte des différentes cibles fédérales pour l'immigration d'expression française.

Identifier les besoins : La *Journée de réflexion sur l'immigration francophone* rassemble des intervenants de divers secteurs, y compris la recherche (universités), les politiques publiques, les gouvernements et les communautés, et les Réseaux en immigration francophone (RIF) régionaux, en vue d'échanger des idées sur les défis et les possibilités en matière d'immigration francophone. La 11^e édition a eu lieu à Moncton et plus de 200 participants s'y sont inscrits.

Le premier **Forum mixte sur l'immigration francophone** entre les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de l'immigration et ceux des affaires francophones a été organisé dans le but de favoriser l'immigration francophone partout au pays.

Le français et l'anglais sont les **langues d'intégration** : 98,2 % des Canadiens parlent le français ou l'anglais.

Population selon la première langue officielle parlée* Canada, 2016



*PLOP : première langue officielle parlée

Intégration : Pour mieux comprendre la façon dont les *niveaux améliorés de compétences essentielles affectent l'intégration socio-économique des immigrants francophones* dans les communautés, une étude a été financée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada : 776 participants issus de six provinces ont été recrutés alors que l'étude n'en visait que 300!

Promotion et recrutement à l'étranger : La 12^e édition de *Destination Canada* a eu lieu à Paris et à Bruxelles. Ce forum riche en échanges a donné aux candidats des outils pour comprendre les programmes d'immigration, explorer le marché du travail, et connaître les services offerts au

sein des communautés pour préparer leur départ et leurs premiers pas dans leur nouvelle vie au Canada. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada-bureau de Paris a collaboré avec plusieurs intervenants (la Fédération des communautés francophones et acadienne, le Réseau de développement économique et d'employabilité, les Réseaux en immigration francophone, les provinces et territoires, les services publics de l'emploi à l'étranger) dans le but d'établir une stratégie de promotion et de recrutement efficace en ce qui a trait à l'immigration francophone dans les communautés.

Les femmes immigrantes : Projet de Condition féminine Canada qui favorise la préparation financière des immigrantes francophones de la région du Niagara,

en Ontario. Mené en collaboration avec les femmes de la collectivité et les partenaires communautaires des secteurs financier et universitaire, le projet a permis d'examiner les limites des programmes de préparation financière existants ainsi que leurs effets sur la prospérité économique des femmes de la région.

Pour les entrepreneurs (nouveaux arrivants) : Le projet COFFRES.ca du Collège La Cité financé par FedDev Ontario est une boîte à outils sous forme de plateforme informatique à l'intention des jeunes entrepreneurs francophones et nouveaux arrivants. Le Collège La Cité a développé une gamme de formation en ligne sous forme de capsules.



Accueillir les réfugiés Syriens : Un partenariat fructueux entre le *Catholic Centre for Immigration*, la Maison Sophia's House et le Musée national des sciences et de la technologie : dix ateliers interactifs à près de 250 enfants réfugiés; et des connaissances scientifiques partagées dans les deux langues officielles!

Exposition itinérante sur l'immigration francophone : Dans le cadre célébrations du 150^e anniversaire du Canada, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a créé, en partenariat avec la Fédération des communautés francophones et acadienne, une exposition itinérante qui continuera d'être présentée à différents endroits stratégiques du pays afin de promouvoir l'existence des communautés francophones en situation minoritaire. Cette exposition bilingue présente des phases importantes de l'histoire de l'immigration francophone au Canada, ainsi que des témoignages de nouveaux arrivants d'expression française établis dans une communauté.

Semaine nationale de l'immigration francophone : Afin de souligner la Semaine nationale de l'immigration francophone, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a accueilli une quarantaine des jeunes nouveaux arrivants d'expression française d'Ottawa. Les élèves ont, entre autres, découvert l'histoire de l'immigration au Canada et formulé leurs propres critères de sélection pour leur pays imaginaire. Ils ont aussi participé à un jeu-questionnaire sur la citoyenneté, découvert les rudiments de la sécurité des passeports et participé à une séance de motivation.



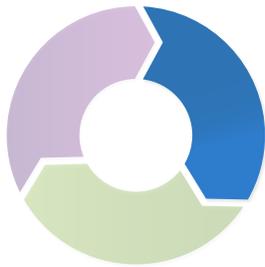
« Un immigrant d'expression française est un immigrant dont le français est la première langue officielle canadienne d'usage. »

Source : Définition d'un immigrant d'expression française selon Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.



Réalisations et rayonnement

vie sociale • vie culturelle • vie économique



L'accès des communautés de langue officielle en situation minoritaire (communautés) à des services de qualité et à une vie sociale riche est crucial au maintien de leur vitalité. Pouvoir bénéficier dès le très jeune âge d'infrastructures éducatives, culturelles et sportives contribue non seulement à l'acquisition de connaissances et de compétences dans sa langue, mais aussi à la capacité des individus de développer un sentiment d'appartenance à leur communauté, d'en être fier, et de pouvoir le démontrer au Canada et sur la scène internationale.

Vie sociale

En février 2017, le gouvernement du Canada a rétabli et modernisé le Programme de contestation judiciaire. Grâce à ce programme, les Canadiens pourront présenter devant les tribunaux des causes d'importance nationale liées aux droits constitutionnels et quasi constitutionnels en matière de langues officielles et de droits de la personne.

Services en santé

- Trois nouveaux organismes de santé ont obtenu la désignation comme fournisseurs attitrés de services de santé en français par la province de l'Ontario.
- Santé Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É) a lancé sa nouvelle carte de santé bilingue qui identifie la préférence de langue de service pour les résidents francophones de l'Î.-P.-É.
- Le Réseau Santé-Nouvelle-Écosse a travaillé avec le « Strongest Families Institute » pour produire les versions françaises de leurs services en ligne de programmation et télésanté pour la santé mentale des enfants et des jeunes.
- La collaboration des institutions fédérales aura permis la création d'un répertoire faisant état des professionnels de la santé en mesure d'offrir des services aux communautés dans leur langue, partout au pays.

Formation professionnelle

- Le ministère de la Défense nationale a appuyé les francophones de partout au pays souhaitant faire une carrière militaire, en assurant le retour de la formation universitaire en français au Collège militaire royal de Saint-Jean.



Services en justice

- Le ministère de la Justice a financé la mise en place des Centres d'information juridique, dont quatre sont gérés respectivement par les Associations de juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Le cinquième, Infojustice Manitoba, qui a ouvert ses portes en mai 2016, est une initiative de la Société franco-manitobaine, à laquelle participe l'Association de juristes d'expression française du Manitoba.
- Justice Canada a également appuyé d'autres projets dont des ateliers à l'intention des nouveaux arrivants faisant partie des communautés.

Technologies

- L'amélioration de l'accès aux services de télécommunications pour les Canadiens vivant dans les communautés du Nord qui se trouvent en situation linguistique minoritaire, permet d'accéder de manière plus efficace à une vaste quantité d'informations et de services dans leur langue officielle.
- Plusieurs communautés du Nunavut, des Territoires-du-Nord-Ouest et du Yukon, dont des communautés francophones à Whitehorse, Yellowknife, Hay River et Iqaluit, ont ainsi bénéficié d'une amélioration au niveau des services de télécommunications comme Internet à haute vitesse et des services sans fils évolués, grâce à l'intervention du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes auprès du fournisseur de services.
- Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a appuyé un projet de formation par webinaire axé sur les compétences organisationnelles et de perfectionnement professionnel. Plus de 100 organismes francophones de l'Alberta ont bénéficié de cette formation.

Réalisations et rayonnement

Vie culturelle

L'accès à des livres et de la musique, à du cinéma et de la télévision, ou aux arts visuels et de la scène, dans sa langue, est essentiel à la vitalité des communautés.

« La discussion qu'on doit avoir aussi, c'est comment faire en sorte que les langues officielles dans des contextes minoritaires ne soient pas seulement vues comme un apport professionnel, mais aussi comme un apport culturel et éducatif. »

LUCIE TAUSSIG

Agente de développement communautaire et culturel, Alliance française de Halifax

CONSULTATIONS PANCANADIENNES SUR
LES LANGUES OFFICIELLES, 2016 | NOUVELLE-ÉCOSSE

Appui aux artistes et aux créateurs

- **19 éditeurs** des communautés de langue officielle ont reçu une aide financière; **29 publications** ont été produites par des organismes issus des communautés grâce à l'appui du Fonds du Canada pour les périodiques de Patrimoine canadien.
- La stratégie d'accès aux marchés du Conseil des arts du Canada appuie des projets de tournées dans plusieurs provinces et territoire canadiens : 750 000 dollars ont été investis en 2016-2017.
- Le Conseil des arts du Canada a également soutenu the **English Language Arts Network** en vue d'offrir des ateliers aux artistes émergents et faciliter leurs tournées au pays et à l'international.
- Le programme **Accueillez les créateurs en classe** du Théâtre français du Centre national des Arts a permis à plus de 400 enfants franco-ontariens de la maternelle à la 12^e année de rencontrer des artistes francophones.
- Le **Programme de production à micro-budget de Téléfilm Canada** appuie la production et la diffusion d'un premier long métrage. Cette année, Téléfilm Canada a ajouté un nouveau partenaire pour les francophones hors Québec soit **LE LABO**.

Appui aux infrastructures culturelles

Au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire, les espaces culturels offrent aux artistes canadiens les plateformes et les ressources dont ils ont besoin pour réussir; ils sont des espaces de rassemblement et contribuent au renforcement identitaire; ils invitent la participation des jeunes, offrent des occasions de formation professionnelle et stimulent l'économie régionale.

- Au Québec, **La Centaur Theatre Company** a procédé à des améliorations majeures de ses installations : travaux d'architecture et d'équipement théâtral; **Le Théâtre du Lac-Brome**, un théâtre anglophone à Knowlton au Québec a également procédé à la modernisation de son matériel de sonorisation et d'éclairage et construit un nouvel espace d'accueil.
- En Ontario, l'**Association des professionnel.le.s de la chanson et de la musique franco-ontariennes**, le **Centre social et culturel Frontenac**, l'**Université d'Ottawa**, et l'**Alliance française de Toronto** ont été en mesure de moderniser de l'équipement spécialisé afin d'accroître la qualité des prestations offertes aux communautés francophones.
- Dans le **secteur muséal et du patrimoine** : 21 projets ont été financés au profit d'organismes des communautés, incluant l'amélioration de la qualité des installations et de gestion des collections.

Mise en valeur des artistes

- Les Vitrites musicales de Patrimoine canadien ont appuyé le groupe « **Les hôtesse d'Hilaire** » du Nouveau-Brunswick qui a participé à plusieurs événements au Québec, au Canada, et sur la scène internationale, y compris aux *Francofolies de Spa* en Belgique, au *Festival Le Chaînon manquant* en France et au *Festival international de la Louisiane*.
- Plus de 700 festivals, événements et activités artistiques et patrimoniales communautaires, ont été financés par le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine de Patrimoine canadien, qui encourage la **participation bénévole** et des **artistes locaux**. Le programme réserve une proportion de son budget pour financer les projets présentés par des organismes des communautés.
- Ancré au sein des communautés, CBC-Radio-Canada s'engage à donner de la **visibilité** à des événements caritatifs des communautés : le Grand partage de Windsor, l'Arbre de l'espoir en Acadie, le Francothon de l'Alberta, et le MIFO (Mouvement d'implication francophone d'Orléans).
- L'Office national du film a signé une entente avec le English Language Arts Network et le Quebec English-language Production Council en vue de renforcer le **secteur audio-visuel et la culture anglophone au Québec**.



Mise en valeur du patrimoine et du tourisme

- **La Journée du Patrimoine français** a été présentée au lieu historique national de Motherwell Homestead. Une production théâtrale et des émissions historiques en français liées au 19^e siècle ont été présentées; les écoles francophones et d'immersion française, de même que le grand public, ont pris part aux activités.
- **Le Festival de l'Escaouette** de Parcs Canada présente les traces des premiers Acadiens installés à Cap Rouge. L'événement est largement publicisé sur les sites en tourisme de la province.
- La Société Promotion **Grand-Pré** a élargi son offre touristique et l'offre de services de généalogie acadienne a été améliorée.
- Le **Fonds des expositions itinérantes** a permis à 61 musées d'emprunter et d'accueillir de nombreuses expositions bilingues telles que l'exposition du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada intitulée « La science a bon goût », ou « Entre ciel et terre » produite par le Musée du Bas-St-Laurent.
- Le Musée canadien de l'histoire a célébré le **100^e anniversaire de l'obtention du droit de vote par les femmes**. Un partenariat avec l'Association de la presse francophone a été établi : une conférence de presse, et la production d'un encart publicitaire distribué dans 22 journaux communautaires francophones partout au pays ont servi à promouvoir l'événement. Le Musée a aussi annoncé l'ouverture de la Salle de l'histoire canadienne, qui comporte une zone dédiée aux communautés.



Soutien au rayonnement international

- **TV5 Québec Canada** offre aux Canadiens un accès au contenu francophone international : 10,7 millions de foyers canadiens ont accès à TV5 Québec Canada, et 9,8 pour cent des émissions diffusées sur **TV5MONDE** sont canadiennes.
- La Mission permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (Affaires mondiales Canada) a organisé une **projection du film « Zachary Richard : Toujours batailleur »** et une séance de questions-réponses avec le réalisateur acadien Phil Comeau. L'événement, coparrainé par l'Organisation internationale de la francophonie et la Mission américaine, a fait la promotion de l'histoire acadienne et de la langue française parmi les partenaires internationaux du Canada à Genève.
- Air Canada a participé à la **Semaine du Canada à Paris**, au Festival Pause Guitare d'Albi et au Festival Interceltique de Lorient dans le cadre d'une mission organisée par la Commission du tourisme acadien du Canada atlantique.

CANADA 150

Les projets de célébrations tels que CANADA 150 créent des occasions formidables pour les Canadiens de se réunir et de célébrer nos valeurs partagées.

La Direction générale des langues officielles ainsi que les bureaux régionaux, les programmes et organismes du portefeuille de Patrimoine canadien, de même que les institutions fédérales ont été mobilisés en vue de la tenue de Canada 150 : des **analyses d'impact** ont été effectuées; des clauses linguistiques ont été incluses dans les accords de contributions; des **trousseaux d'information** et des outils de bonnes pratiques ont été fournis à tous les bénéficiaires; une **stratégie de surveillance** a été mise en œuvre; des **centaines d'organismes** ont été sensibilisés; des événements majeurs ont eu lieu dans la Région de la capitale nationale et dans **18 grandes villes** canadiennes pour marquer le lancement des célébrations, avec des artistes issus de toutes les régions, faisant la **promotion de la dualité linguistique**.

En tout, le Fonds Canada 150 a approuvé 118 projets qui ont contribué à la **vitalité des communautés** et la promotion de la dualité linguistique. De ce nombre, près de 70 projets ont été menés par des organismes des communautés.

Le Fonds Canada 150 a appuyé la Journée de la fête nationale des Acadiens et des Acadiennes.

Le Fonds a également appuyé la Saint-Jean-Baptiste, fête de la francophonie canadienne. La fierté culturelle des Canadiens et Canadiennes d'expression française s'exprime partout au pays.

Le **Corridor touristique** est un legs du gouvernement du Canada dans le cadre du 150^e anniversaire de la Confédération. Le Corridor touristique, c'est un ensemble de partenaires, plus de 200 sujets touristiques, des capsules vidéo, des photos montages, une application mobile et un site Web. Créé pour mettre en valeur le patrimoine et la culture francophone et acadienne de chaque province et territoire du Canada, ce projet contribue entre autres à promouvoir les marchés touristiques francophones domestiques et internationaux, et à générer des retombées économiques.



Édu EXPO est un projet communautaire d'envergure nationale créé par la Fédération nationale des conseils scolaires francophones dans le cadre de Canada 150, en vue de développer une exposition itinérante bilingue pour mettre en lumière la francophonie canadienne d'hier à aujourd'hui. Des activités interactives favorisant le rapprochement, un montage vidéo avec des témoignages et, un guide pédagogique ont été présentés depuis septembre 2016 dans différentes villes canadiennes (Winnipeg, Vancouver, Whitehorse, Ottawa, Toronto, Sudbury, Halifax, Moncton, St. John's).

1 pays en 4 temps. Diffusée gratuitement sur ONF.ca | NFB.ca, cette programmation spéciale propose une sélection de films à partir d'une vaste collection d'œuvres audiovisuelles en français et en anglais. Citons en exemple, les films *Un dimanche à 105 ans* (2007) de Daniel Léger, *Pimp ma botte* (2005) de Marc Daigle, *Le chœur d'une culture* (2009) de Marie-France Guerette sur une chorale francophone de l'Alberta et *360 degrés* (2008) de Caroline Monnet au sujet d'un jeune Cri francophone vivant à Winnipeg.

Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150. En 2016-2017, Diversification économique de l'Ouest, a alloué des fonds à 23 projets d'infrastructure qui ont profité directement aux collectivités francophones de l'Ouest. À titre d'exemples, un projet de l'Association canadienne-française de l'Alberta pour améliorer l'Heritage Park Historical Village; la modernisation du terrain de jeux de l'École Provencher School de Winnipeg; la rénovation de la bibliothèque du Collège Mathieu dans la municipalité de Gravelbourg.



Le Canada c'est moi! Organisé par l'Association des parents fransaskois, ce projet consistait à offrir une série d'ateliers entre octobre 2016 et octobre 2017 pour les familles fransaskoises à travers la province sous le thème « Le Canada c'est moi! ». Des ateliers ont été offerts aux familles participantes afin de développer des projets d'arts visuels, vidéos, musicaux et d'écriture reflétant leurs valeurs et leur sentiment de fierté en tant que membres de la famille canadienne.

Avec l'appui du Fonds Canada 150, **L'apathie c'est plate** et **Expériences Canada** ont fourni à des jeunes âgés de 7 à 30 ans des occasions de s'engager directement dans des activités à travers le pays, d'échanger au sujet de l'avenir du Canada, et de faire preuve de leadership et d'engagement dans leur milieu de vie.

Le projet **La Grande Traversée** a produit des capsules numériques interactives éducatives et adaptées aux étudiants franco-manitobains et aux étudiants en français langue seconde, qui ont permis de sensibiliser les jeunes à l'importance du 150^e anniversaire de la Confédération et au rôle qu'a joué la communauté francophone dans la fondation du pays et de la province.

Réalisations et rayonnement

Vie économique

« Les communautés de langue officielle en situation minoritaire sont des moteurs de croissance, ils sont des moteurs de prospérité et ils contribuent à la richesse de ce pays. Nous devons continuer à investir dans ce potentiel. » [Traduction]

GRANT MYERS

Agent de développement provincial, CEDEC

CONSULTATIONS PANCANADIENNES SUR
LES LANGUES OFFICIELLES, 2016 | QUÉBEC



STAGES ET FORMATION

Le projet **Jeunes stagiaires**, administré par l'Assemblée de la Francophonie de l'Ontario et financé par l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, a permis en 2016-2017, à 54 jeunes de participer à un stage de travail, dont 16 dans des **petites et moyennes entreprises** et 38 dans des **organismes à but non lucratif francophones**. En tout, 15 jeunes stagiaires ont été retenus pour occuper un poste à temps plein à la fin de leur stage!

De même, le programme **Jeunesse Canada au travail** a offert 65 emplois d'été et 10 stages au sein des **musées de petite et de moyenne taille**, tous occupés par des **jeunes issus des communautés**, notamment dans le Réseau du patrimoine franco-ontarien, à la Société historique de Saint-Boniface et au Village historique acadien de la Nouvelle-Écosse.

L'Agence de promotion du Canada atlantique appuie financièrement **SavoirSphère Canada** pour son programme Formation pour le secteur sans but



lucratif qui favorise la viabilité d'organismes en offrant de la **formation, du mentorat et du counseling adaptés** aux besoins particuliers de ce secteur qui représente environ 40 000 emplois au Nouveau-Brunswick.

Entreprenariat

Le **Fonds d'emprunt communautaire féminin**, appuyé par Développement économique du Canada au Québec, contribue à développer l'**entreprenariat et l'autonomie financière** des entrepreneures et offre des services d'accompagnement personnalisés en prédémarrage, démarrage ainsi que du microcrédit auprès des femmes entrepreneures anglophones, notamment dans la région des Laurentides.

Grâce au Réseau de développement économique et d'employabilité à Terre-Neuve-et-Labrador, c'est **plus de 500 élèves** d'écoles secondaires francophones et d'immersion de la province qui ont participé à l'Événement 2016 sur les *carrières bilingues et l'entreprenariat*. Cette initiative vise entre autres à fournir des renseignements aux jeunes au sujet de l'entreprenariat, de l'innovation et des possibilités de carrières bilingues : au cours des quatre dernières années, **80 pour cent** des élèves ont déclaré que l'activité les avait encouragés à poursuivre leurs études en français et à se lancer dans une **carrière bilingue**.

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario a investi dans la **collaboration**. C'est ainsi que des rencontres ont eu lieu entre partenaires clés ayant pour objectif le partage d'information sur le **succès et l'innovation**.

« Il n'y a pas de doute que du point de vue des affaires, l'anglais, c'est la langue qui est primordiale. Mais quelqu'un peut maîtriser les deux langues, et l'anglais et le français, bien, ça donne un grand avantage du point de vue international. Si vous regardez, en Europe, le français [...], c'est un avantage concurrentiel. »

MICHEL MATIFAT

Président, Société de développement économique de la Colombie-Britannique

CONSULTATIONS PANCANADIENNES SUR
LES LANGUES OFFICIELLES, 2016 | COLOMBIE-BRITANNIQUE

Avec l'appui du ministère de l'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, le projet de **Veille en tourisme dans les communautés**, contribue à une meilleure connaissance des priorités et des besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Des alliances solides se sont créées et des ententes de collaboration ont été reconduites avec Destination Canada.

Annoncé dans le cadre du compte à rebours de Canada 150, **Les Escapes de l'histoire**, a été mené par la Fondation Paul Gérin-Lajoie, en partenariat avec la Ligue Nationale d'Improvisation et Via Rail. Plus de 300 écoles secondaires ont été ciblées d'un bout à l'autre du Canada afin de participer à un concours de dictée, et de rédaction de textes historiques sur la diversité ou sur des expressions ludiques françaises.

Air Canada a participé à la promotion des communautés au niveau international par le biais d'une page publicitaire à l'édition du nouveau **Guide de Tourisme Alberta 2016-2017**. La publication sera distribuée au Québec, en Alberta, en France et en Belgique principalement. Le positionnement publicitaire en page couverture arrière offre une grande visibilité à la réalité francophone du Canada.

SERVICES AUX GENS D'AFFAIRES

Le **Programme de cartes d'hôtel** de Services publics et Approvisionnement Canada, en 2016-2017, a permis aux organismes participants de bénéficier de tarifs préférentiels pour un total de 931 nuitées d'hébergement lors de voyages d'affaires.





Rapprochement

dualité • bilinguisme • diversité



Les liens qui unissent les deux grands groupes linguistiques de notre pays témoignent de l'ouverture qui fait la fierté des Canadiens. Cette section présente quelques exemples d'initiatives que les institutions fédérales ont entreprises en 2016-2017 pour célébrer nos langues officielles, aider les francophones et les anglophones du Canada à mieux se connaître, et appuyer de diverses façons les efforts que font les provinces et les territoires du Canada pour permettre aux jeunes de tous âges d'apprendre le français ou l'anglais langue seconde.

Rapprochement

Dualité, bilinguisme, diversité

La dualité linguistique au Canada est perçue comme un atout : **82 pour cent des Canadiens croient que la dualité linguistique facilite la compréhension entre les Canadiens.**

Source : Résultats du sondage de 2016-2017 dans le cadre de l'évaluation des Programmes d'appui aux langues officielles de la Direction générale des langues officielles.

L'apprentissage des deux langues officielles contribue à une meilleure compréhension de la diversité et au rapprochement entre les Canadiens.

Un appui important à la promotion du bilinguisme au Canada provient de la Direction générale des langues officielles. Les Canadiens bénéficient d'occasions d'éducation et de formation d'apprentissage de l'autre langue officielle du pays et tirent profit des nombreux avantages sociaux, économiques, culturels et identitaires qui en résultent.

Les investissements en éducation contribuent à ce que 2,4 millions de jeunes Canadiens apprennent l'anglais ou le français comme seconde langue officielle dans les écoles de la majorité, dont plus de 428 619 jeunes anglophones qui apprennent le français dans des programmes d'immersion.

LES AVANTAGES DU BILINGUISME

Perspectives d'emploi :

95 % des répondants

Faire la connaissance de Canadiens qui parlent l'autre langue officielle :

89 % des répondants

Source : Résultats du sondage rendu public par le Commissaire aux langues officielles, en 2016.

Les langues officielles et le bilinguisme sont au cœur de l'identité canadienne



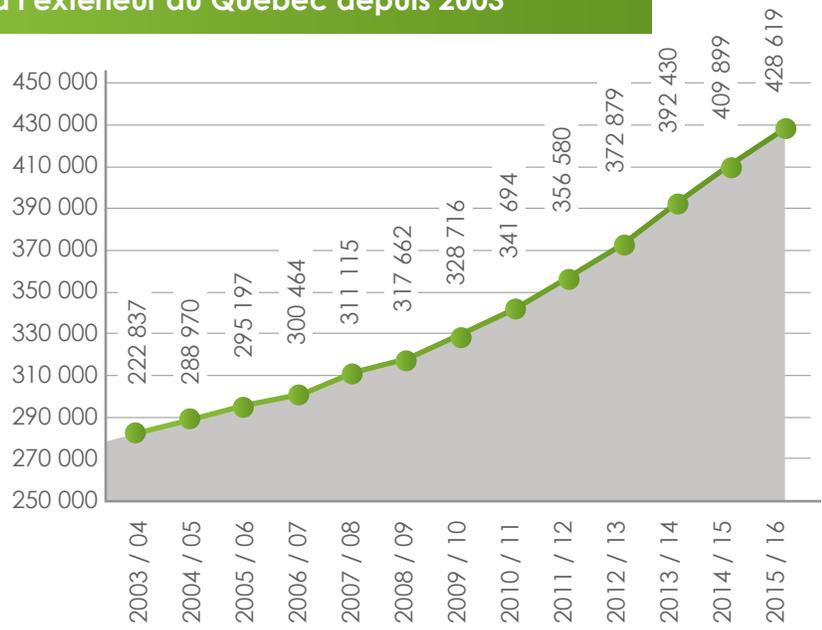
Source : Équipe de recherche, Direction générale des langues officielles.

Mise en œuvre du Protocole d'entente relatif à l'enseignement de la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde (millions de dollars)



LANGUE SECONDE

Hausse du nombre d'inscriptions aux programmes d'immersion française offerts à l'extérieur du Québec depuis 2003



51,5 %
augmentation
depuis 2003-2004

COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

Les Programmes d'appui aux langues officielles ont financé le projet de la Fondation Trillium de l'Ontario « Voilà Community Help » qui a contribué, par l'entremise de Virtual Immersion in French, au développement d'une **plateforme virtuelle** qui permettra aux élèves d'améliorer leurs compétences linguistiques à l'oral. Au moins 11 conseils scolaires sont engagés dans les projets et permettent à plus de 7 000 élèves inscrits dans un programme de français langue seconde en Ontario d'utiliser le français à l'extérieur de l'école.

La refonte du Portail linguistique de Services publics et Approvisionnement Canada, maintenant plus convivial, permet à la population canadienne d'avoir rapidement et facilement accès à d'innombrables **ressources linguistiques de qualité**, en anglais et en français.

La Direction générale des langues officielles continue d'élaborer un service en ligne gratuit d'apprentissage et de maintien du français et de l'anglais comme langue seconde pour permettre à tous les Canadiens de développer leurs aptitudes dans leur seconde langue officielle.

PROGRAMMES JEUNESSE

Les Programmes d'appui aux langues officielles ont soutenu :

- « Le français pour l'avenir » qui a mené diverses activités, y compris :
 - Le **Forum national des jeunes ambassadeurs** qui élabore de la formation en leadership pour aider les jeunes à devenir des ambassadeurs de la langue française dans leurs communautés.
 - Le **concours de rédaction national** qui offre des bourses pour encourager les élèves de niveau secondaire à poursuivre des études en français au niveau postsecondaire.
 - Une quinzaine de **forums locaux**, présentés dans 13 villes au Canada, ce qui a amené des étudiants à changer d'avis et à poursuivre leurs études en français.
 - Quelques 60 sessions de **Sessions franconnexion**, organisées dans environ 30 écoles, aident les élèves à créer un lien entre le français appris à l'école et les avantages du bilinguisme dans la vie courante.
- **Expériences Canada** a offert 2 485 échanges bilingues et proposé 306 échanges avec des jeunes issus des communautés. Entre autres, un groupe francophone du Manitoba et un autre du Québec ont été jumelés pour un échange linguistique en français.



RAPPROCHEMENT

La **Société historique de Saint-Boniface** a reçu du financement pour son projet intitulé « **Perspective de l'Ouest sur la création de la Confédération canadienne** » dans le contexte de Canada 150. La Société a créé une exposition éducative virtuelle comprenant des textes, des cartes, des affiches et des photos, couvrant la période de 1859 à 1867. Les activités de promotion de ce projet ont été organisées dans les communautés rurales francophones.

Les cours d'apprentissage de français de l'**Alliance française de Toronto** accueillent plus de 6 000 étudiants par an, et plus de 80 événements sont présentés chaque année à son centre culturel. VIA Rail a fourni le transport à des artistes de différentes francophonies (du Canada et d'autres pays francophones) pour leur permettre de voyager vers Toronto afin qu'ils puissent se produire en français dans la Ville Reine.

Le programme Appartenances et rapprochements culturels par les arts a permis à la province du Manitoba d'appuyer des projets artistiques qui renforcent le **sentiment d'appartenance**, le **rapprochement** et le **rayonnement** de l'expression artistique francophone auprès des Manitobains.

D'avril 2016 à mars 2018, « **Histoire, culture, métissage : un projet d'exploration culturelle** » du Centre culturel franco-manitobain, réunit une douzaine d'artistes du Manitoba et de Sept-Îles au Québec, qui travailleront ensemble pour concevoir de nouvelles œuvres évoquant leurs liens avec leur **patrimoine métais ou autochtone**.

MISE EN VALEUR DE LA DUALITÉ LINGUISTIQUE

Le **Bureau du Secrétaire du Gouverneur général** a organisé des cérémonies pour remettre des distinctions honorifiques et ainsi rendre hommage à des personnes exceptionnelles qui ont fait preuve d'excellence, de courage ou de dévouement hors de l'ordinaire en mettant à l'honneur des récipiendaires francophones dans les régions anglophones et des récipiendaires anglophones dans des régions francophones.

Sport Canada a travaillé avec *La Société franco-manitobaine*, la *Division scolaire franco-manitobaine* et l'*Université de Saint-Boniface* en vue d'assurer la participation des communautés à l'organisation et à la tenue des Jeux d'été du Canada de 2017.

Ayant pour objectif l'attrait de touristes canadiens et internationaux, le projet du **Festival Montréal en Lumière** met en vedette les communautés canadiennes et internationales anglophones et francophones. Cet événement d'envergure bénéficie à l'industrie touristique canadienne, tant chez les francophones que les anglophones et a été appuyé financièrement par l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.





Consulter pour mieux vous servir

En 2016-2017, en plus des Consultations pancanadiennes de la Direction générale des langues officielles sur les langues officielles de 2016, une cinquantaine de journées de dialogue avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire ont été organisées par les institutions fédérales. Les institutions fédérales ont déployé des méthodes de consultations novatrices et ont travaillé de manière coordonnée pour consulter une plus grande diversité d'intervenants communautaires.

CONSULTATIONS PANCANADIENNES SUR LES LANGUES OFFICIELLES 2016

En juin 2016, l'Honorable Mélanie Joly a fait l'annonce du lancement des Consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016. Ces consultations se voulaient une première et importante étape dans la réalisation d'un de ses engagements de mandat, soit celui d'élaborer un nouveau plan d'action pluriannuel en matière de langues officielles. Ces consultations ont pris fin en décembre 2016.

Les Consultations en chiffres :

- 22 tables rondes à travers le pays, rassemblant **370 participants**.
- **5 500 personnes** ont répondu à un questionnaire en ligne.
- Plus de **90 mémoires soumis par divers organismes et personnes intéressés** ont été reçus.
- Une journée de travail présidée par la Ministre et son secrétaire parlementaire rassemblant **117 participants faisant partie des réseaux d'organismes porte-parole** œuvrant en situation minoritaire et veillant à la promotion de la dualité linguistique.



CONSULTATIONS SUR LE RENOUVELLEMENT DU PROGRAMME DE CONTRIBUTION POUR LES LANGUES OFFICIELLES EN SANTÉ

En septembre 2016, **Santé Canada a lancé une consultation sur le renouvellement du Programme de contribution pour les langues officielles en santé** qui a permis de revoir l'approche utilisée pour améliorer l'accès aux services de santé pour les communautés. Une consultation en ligne a eu lieu du 13 septembre au 4 novembre 2016. Cette consultation visait les communautés, les chercheurs universitaires, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et la population canadienne dans son ensemble.



CONSULTATIONS SECTORIELLES MENÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA

Le ministère de la Justice du Canada a organisé :

- **10 séances de consultation** auxquelles ont participé 31 organismes issus des communautés, dont 20 membres du Réseau national de formation en Justice, et 17 représentants de divers secteurs du ministère.
- **Séances de consultations sectorielles complémentaires** auprès du Réseau des centres de jurilinguistique et de la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law.
- **Mémoires et lettres d'appui provenant de divers organismes** dont l'Association du Barreau canadien, le Conseil de la magistrature du Québec et le Réseau national de formation en justice.

Consulter pour mieux intervenir

CONSULTATION SPÉCIALE AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES EN SITUATION MINORITAIRE EN VUE DE L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN PLURIANNUEL EN MATIÈRE DE LANGUES OFFICIELLES

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a coordonné une rencontre extraordinaire avec des intervenants communautaires clés afin d'aborder plusieurs enjeux et priorités thématiques relatifs au parcours de l'immigration francophone, soit : la promotion; le recrutement; la sélection et les mesures pour la transition vers la résidence permanente; le parcours d'intégration francophone; et la recherche.

FORUM SUR L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET LES IMMIGRANTS D'EXPRESSION ANGLAISE QUI S'ÉTABLISSENT AU QUÉBEC

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a appuyé cette initiative menée par le Quebec Community Groups Network qui a travaillé en étroite collaboration avec l'Association d'études canadiennes pour organiser ce forum en marge du 19^e Congrès national Metropolis (à Montréal, du 16 au 18 mars 2017). Le Forum a permis la mise en commun des connaissances sur les enjeux et priorités liés à la communauté d'expression anglaise du Québec et aidé le Ministère à mieux comprendre et à envisager les possibilités de collaboration, dans les limites de l'Accord Canada-Québec et du mandat d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

CONSULTATIONS CONSTANTES AVEC LES PARTENAIRES

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a mené des consultations de façon constante avec des partenaires du milieu académique, des représentants gouvernementaux et des intervenants communautaires afin d'aider à orienter la détermination des priorités et des futurs projets de recherche en lien avec l'immigration francophone au sein des communautés.

JOURNÉE D'INFORMATION AVEC LA COMMUNAUTÉ D'EXPRESSION ANGLAISE DU QUÉBEC

Journée d'information à Ottawa avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et le Quebec Community Groups Network et d'autres organisations œuvrant auprès de la communauté d'expression anglaise du Québec pour échanger de l'information sur les besoins en matière de données et de connaissances en lien avec l'immigration dans les communautés. Le Ministère a animé une séance rassemblant des représentants de la communauté d'expression anglaise du Québec et des communautés francophones en situation minoritaire pour les inciter à s'échanger des renseignements concernant le fonctionnement de leurs réseaux ainsi que les défis et possibilités qui se présentent à eux. Toutes ces séances de dialogue et de réseautage ont contribué à renforcer les relations avec la communauté d'expression anglaise du Québec et ont permis aux participants de mieux comprendre les activités du Ministère.

CONFÉRENCE « 150 ANS DE BILINGUISME LÉGISLATIF ET JUDICIAIRE AU CANADA : REGARD HISTORIQUE, RÉALITÉ CONTEMPORAINE ET PERSPECTIVES D'AVENIR »

Cette conférence, organisée par Justice Canada, a été une occasion exceptionnelle pour porter un regard sur un pan de l'histoire du pays et pour célébrer les deux langues officielles du système bijuridique canadien. Elle visait notamment à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne dans les domaines législatif et judiciaire. Une journée qui a permis de rassembler des représentants de la communauté juridique et des étudiants en droit pour échanger sur l'évolution, les défis et les perspectives d'avenir reliés au bilinguisme législatif et judiciaire canadien.

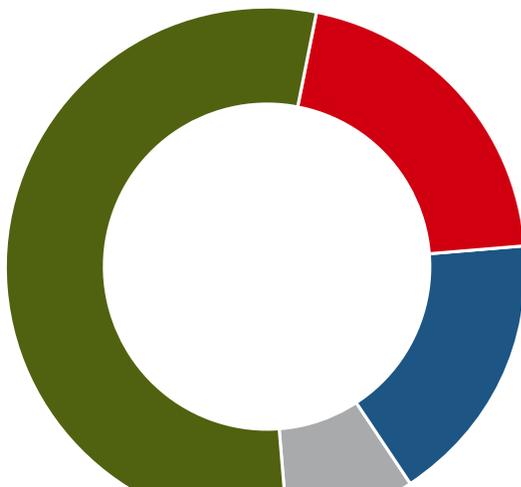
DIALOGUES AVEC LES COMMUNAUTÉS

Innovation, Sciences et Développement économique Canada a maintenu un dialogue continu auprès des communautés et a utilisé plusieurs modes de consultation afin de mieux connaître leurs priorités et leurs besoins. En réponse aux commentaires de la communauté au sujet du besoin d'un dialogue continu, deux comités de suivi ont été mis sur pied (représentants les deux communautés linguistiques) et se rencontrent régulièrement tout au long de l'année afin de partager de l'information et d'entretenir le dialogue.





Une région à l'honneur : Vivement l'Atlantique



33,9 %

Nouveau-Brunswick : 249 955 personnes bilingues

10,5 %

Nouvelle-Écosse : 95 380 personnes bilingues

12,7 %

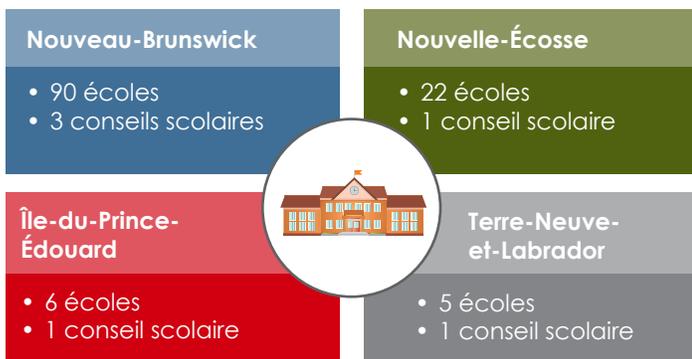
Île-du-Prince-Édouard : 17 840 personnes bilingues

5,0 %

Terre-Neuve-et-Labrador : 25 940 personnes bilingues

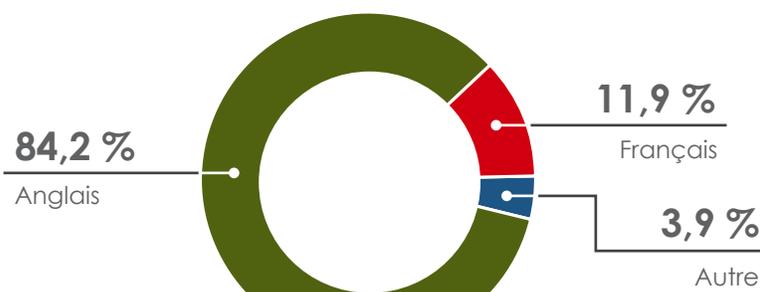
Pourcentage de la **population bilingue en Atlantique** (Recensement 2016)

Écoles et conseils scolaires francophones en Atlantique

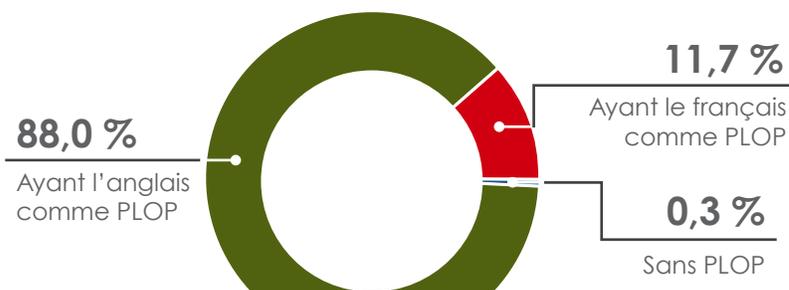


Nombre d'élèves en immersion française en 2015-2016

| | |
|---------------------------|---------------|
| Nouveau-Brunswick : | 19 710 |
| Nouvelle-Écosse : | 15 015 |
| Île-du-Prince-Édouard : | 4 809 |
| Terre-Neuve-et-Labrador : | 10 185 |
| TOTAL ATLANTIQUE : | 49 719 |



POPULATION SELON LA LANGUE MATERNELLE



POPULATION SELON LA PREMIÈRE LANGUE OFFICIELLE PARLÉE (PLOP)

Source : Équipe de recherche, Direction générale des langues officielles, basé sur les données du Recensement de 2016, Statistique Canada.

L'IMMIGRATION EN ATLANTIQUE

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a finalisé l'**Accord Canada–Nouveau-Brunswick sur l'immigration**. Une annexe pour les « Immigrants d'expression française » y est jointe et prévoit une collaboration bilatérale en matière de promotion et recrutement, de sélection, et d'intégration des immigrants d'expression française au Nouveau-Brunswick. Le Ministère a également appuyé de nombreuses ententes avec des organismes bénéficiaires pour la prestation de services d'établissement aux nouveaux arrivants d'expression française dans chacune des provinces atlantiques.

« COLLABORATIONS INTERGOUVERNEMENTALES » EN IMMIGRATION...

21^E CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA FRANCOPHONIE CANADIENNE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR, JUN 2016

Les Ministres ont discuté de services en français, d'immigration francophone, de tourisme et de petite enfance, ainsi que de leur participation au prochain Forum sur l'immigration francophone.

FORUM SUR L'IMMIGRATION FRANCOPHONE MONCTON, MARS 2017

Les Ministres ont exprimé leur appui à un plan d'action conjoint entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux visant le recrutement, l'accueil, l'intégration et la rétention des immigrants francophones; ils se sont par ailleurs entendus sur la tenue en 2018 d'un symposium fédéral-provincial-territorial et communautaire ayant pour objectif d'établir les bases d'une nouvelle collaboration.

PROGRAMME DE STAGES LINGUISTIQUES

Au printemps 2016, le Conseil fédéral de l'Atlantique a lancé un programme-pilote de stages linguistiques. Ce programme donne l'occasion à des fonctionnaires fédéraux de faire un stage de quelques mois dans un organisme communautaire francophone tout en faisant bénéficier les groupes hôtes d'une précieuse expertise dans une variété de secteurs : gestion, communication, comptabilité, ou autre. Une dizaine de stages ont été organisés et s'avèrent une formule gagnant-gagnant qui bénéficie tant aux institutions fédérales qu'aux organismes communautaires.

« Notre première expérience avec la stagiaire du gouvernement a été vraiment positive. Forte de ses expériences, elle a su apporter ses connaissances en gestion et nous aider à améliorer nos procédures et l'organisation de nos dossiers de manière plus efficace. Sa présence dans l'équipe était un plus. Nous recommandons ce programme à tous. » [Traduction]

DEB O'HANLEY

Directrice adjointe, Carrefour de l'Isle-Saint-Jean (Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard)

« J'ai fait un stage en 2017 dans le cadre d'un projet pilote du Sous-comité des langues officielles du Conseil fédéral de l'Atlantique. J'ai été jumelée à un organisme communautaire d'accueil, le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean. Le temps que j'y ai passé m'a vraiment aidée à être plus à l'aise à converser en français avec différentes personnes. Je suis heureuse d'avoir eu l'occasion de participer à ce projet. » [Traduction]

LYNN MACVICAR

Agence canadienne d'inspection des aliments, île-du-Prince-Édouard

AUTRES RÉSULTATS

À l'Île-du-Prince-Édouard, le Réseau de développement économique et d'employabilité a réalisé un projet pour déterminer et développer des ressources, des compétences et de l'expertise permettant un fonctionnement plus efficace des entreprises sociales et communautaires de la communauté francophone.

Le programme Hello/Bonjour a permis d'identifier la présence d'employés parlant français, d'offrir un service à la clientèle en français, de produire des outils promotionnels ainsi que des sites internet en français; 66 entreprises et organismes ont affiché le logo Hello/Bonjour à Terre-Neuve-et-Labrador.



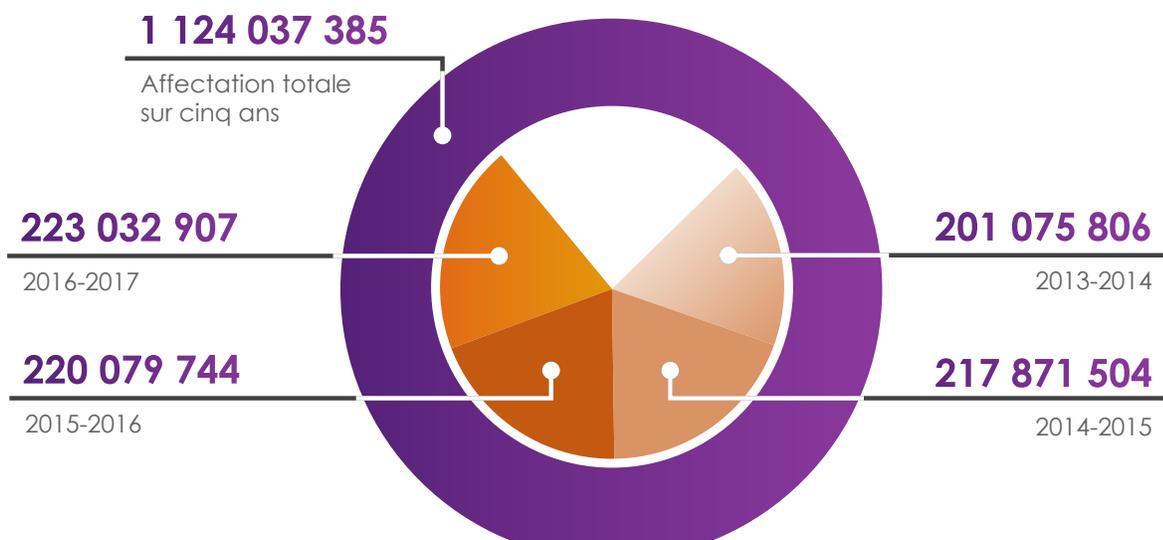
Santé Canada a appuyé le Centre d'études sur le vieillissement des populations de l'Université de Moncton et l'Association des aînés francophones du Nouveau-Brunswick afin de compléter une étude sur l'apport économique et social des aînés de la province du Nouveau-Brunswick et démontrer leur contribution.

Le Village historique acadien de la Nouvelle-Écosse de Parcs Canada décrit la culture minoritaire acadienne unique de la Nouvelle-Écosse pour mener à une meilleure compréhension et appréciation de la richesse de la culture et de **l'histoire acadienne**, ses traditions, son langage et son style de vie.

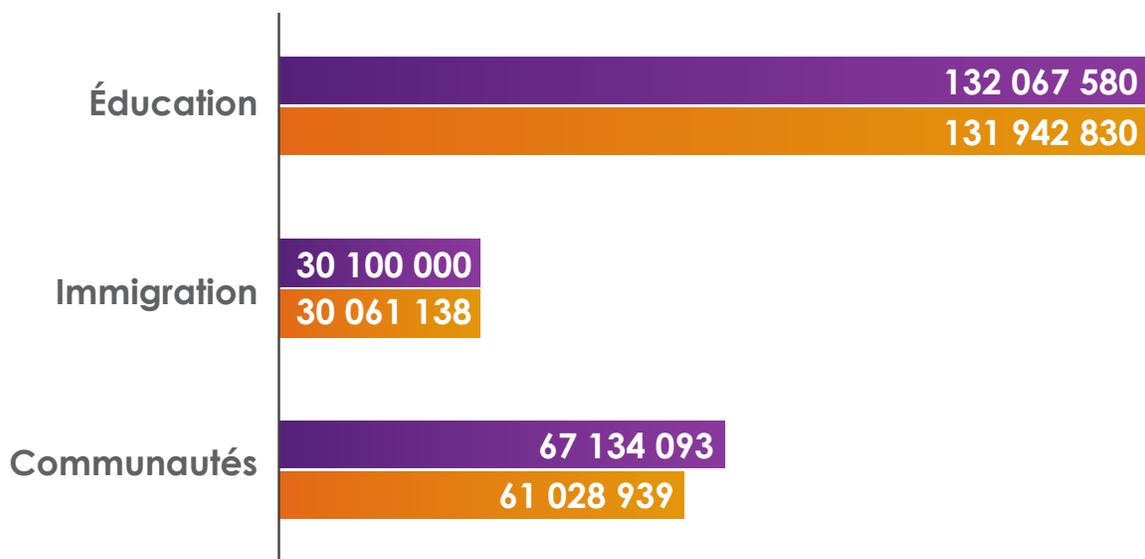
Services publics et Approvisionnement Canada a pris part au programme de stages linguistiques afin de jumeler des employés à des organismes membres de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, pour des stages de trois à six mois dans un milieu de travail francophone, et leur permettre de perfectionner leurs compétences linguistiques en français langue seconde. Les organismes hôtes ont profité quant à eux de l'expertise des employés de l'institution fédérale et comprennent mieux la façon dont le gouvernement fédéral fonctionne.



Résultats et progrès 2016-2017 de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018



Dépenses réelles (en dollars)



Dépenses prévues et dépenses réelles
2016-2017 (en dollars)

ÉDUCATION

Les Canadiens bénéficient d'occasions d'éducation et de formation dans la première langue officielle parlée et d'apprentissage de l'autre langue officielle du pays, de l'accès à des outils technologiques et tirent profit des nombreux avantages sociaux, économiques, culturels et identitaires.



96,8 % des membres des communautés âgés de **6 à 11 ans** vivent dans un rayon de **25 km** d'une école primaire de langue minoritaire



96,5 % des membres des communautés âgés de **12 à 17 ans** vivent dans un rayon de **25 km** d'une école secondaire de langue minoritaire



22,6 % des jeunes Canadiens âgés de **15 à 19 ans** ont **déclaré être bilingues**



les jeunes participants au **programme Échanges Canada** ont : amélioré leur connaissance et leur compréhension du Canada (**87 %**), tissé des liens entre eux (**92 %**) et amélioré leur compréhension de la réalité canadienne (**84 %**) et leur appréciation de la diversité canadienne (**85 %**)



860 étudiants ont obtenu leur diplôme en français dans le domaine de la santé dans des établissements d'enseignement postsecondaire à l'extérieur du Québec



75 employés du secteur de la santé et des services sociaux du Québec ont **terminé leur formation linguistique**

14 projets de formation linguistique pour des professionnels de la justice : juges provinciaux, procureurs provinciaux de la Couronne, agents de probation, avocats de l'aide juridique, interprètes judiciaires, employés du greffe

6 projets d'élaboration d'outils de formation linguistique, incluant le **portail Jurisource.ca** qui fournit des ressources juridiques et jurilinguistiques aux professionnels de la justice travaillant avec les communautés



5,1 millions de pages consultées dans le Portail linguistique du Canada

4 projets d'élaboration d'un curriculum académique pour les étudiants bilingues désirant poursuivre une carrière dans le secteur de la justice ont été soutenus

Environnement Canada a adopté PORTAGE pour améliorer l'efficacité de ses activités : un autre exemple de l'adoption de la technologie par les utilisateurs ainsi que de la productivité et de la compétitivité accrue au sein de l'industrie langagière

IMMIGRATION

Les compétences linguistiques des nouveaux arrivants dans l'une ou l'autre des deux langues officielles sont renforcées et leur permettent de contribuer davantage aux besoins du Canada en matière de développement économique, social et culturel. Le nombre d'immigrants francophones s'installant dans les communautés est également accru.

815

demandes reçues au programme
Mobilité francophone

dont

684

demandes de permis de travail

et

131

demandes de prorogation
du permis de travail

86 %

taux d'approbation des
demandes traitées

111 410

immigrants ont eu recours au programme
Language Instruction for Newcomers to
Canada (LINC) et au programme Cours de
langue pour les immigrants au Canada (CLIC)

2,8 %

des candidats d'expression française dans le
bassin d'Entrée express invités à présenter une
demande de résidence permanente

ce qui représente une
augmentation par rapport
à 2015



COMMUNAUTÉS

La vitalité des communautés est accrue, leur permettant une pleine contribution à la société canadienne, à l'histoire, à l'identité nationale, au développement et à la prospérité du Canada.

86 %

des membres des communautés vivent dans un rayon de 25 km d'un organisme de développement communautaire régional ou local

89,8 %

des membres des communautés vivent dans un rayon de 25 km d'un organisme culturel ou artistique

13

ententes en matière de services dans la langue de la minorité afin de verser des contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour accroître leur offre de services dans la langue de la minorité

2,5 M\$

pour renforcer et faire rayonner l'action culturelle, artistique et patrimoniale des communautés, accroître l'accès des membres des communautés à des programmes et services offerts, dans leur langue

6,9 M\$

pour des projets de développement économique des communautés partout au pays



3

nouveaux organismes de santé ont obtenu la désignation de fournisseurs attirés de services de santé en français par la province de l'Ontario

346

artistes des communautés ont participé à

782

vitrines musicales, dont

17

événements musicaux qui ont présenté des vitrines musicales dans les communautés

13,4 M\$

pour rehausser la capacité des communautés à prendre des décisions de nature économique afin de contribuer à la réussite des économies locales

50 %

d'augmentation au budget de la Stratégie d'accès aux marchés consacré aux subventions (500 000 \$ à 750 000 \$)

64

traductions de livres d'auteurs canadiens d'une langue officielle à l'autre



24

projets d'activités de vulgarisation juridique pour les communautés, particulièrement aux cinq centres d'information juridique d'Ottawa, Halifax, Régina, Edmonton et Winnipeg

3

projets pour renforcer les communautés rurales du Canada, pour développer l'alphabétisme et les compétences essentielles des immigrants francophones et mesurer l'impact de l'augmentation de l'alphabétisation et des compétences essentielles

20

organismes porte-parole des communautés ont participé à des projets phares pour encourager des partenariats durables avec des acteurs du marché du travail

NOUVEL ACCORD

un accord de six ans a été conclu avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador afin que soit mis en œuvre le régime des contraventions de Justice Canada dans cette province

A
C
Y
e
d



Coordination interministérielle

L'article 42 de la *Loi sur les langues officielles* (la *Loi*) confère à la Direction générale des langues officielles la responsabilité de la coordination horizontale du dossier des langues officielles au sein du gouvernement fédéral, notamment en termes de concertation et d'appui aux institutions fédérales dans la mise en œuvre de la partie VII de la *Loi*.

C'est dans ce contexte que la Direction générale des langues officielles agit à titre de centre d'expertise auprès de quelque 200 institutions fédérales assujetties à la *Loi*, afin qu'elles s'acquittent de leurs obligations. Les administrateurs généraux de ces institutions sont responsables de la mise en œuvre de mesures positives liées à la partie VII.

La Direction générale des langues officielles gère et anime un réseau de coordonnateurs et personnes responsables de la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi*.

Ces personnes représentent un point de contact important pour les membres des communautés minoritaires au sein des institutions fédérales. Un réseau d'agents au sein des bureaux régionaux de Patrimoine canadien responsables des langues officielles soutient également le travail des institutions fédérales dans toutes les provinces et les territoires. Grâce à ce réseau, la Direction générale des langues officielles est en mesure d'assumer pleinement le mandat de coordination, tant au plan national que régional.

De plus, la Direction générale des langues officielles collabore de façon soutenue avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le Conseil du Réseau des champions des langues officielles, afin d'accroître le leadership en matière de langues officielles et faciliter le partage des meilleures pratiques.



Conclusion

L'année 2016-2017 a été une année riche en données : projections linguistiques, consultations et sondages. Les institutions fédérales continuent d'entretenir des discussions avec les représentants des communautés de langue officielle en situation minoritaire et les consultent régulièrement, ou de façon ponctuelle, afin de mieux cerner les enjeux émergents auxquels ils sont confrontés, que ce soit par exemple dans le secteur de la santé, de l'éducation, ou de l'accueil des nouveaux arrivants.

La collaboration entre les institutions fédérales s'est considérablement améliorée depuis l'heure du renforcement de la *Loi sur les langues officielles* en 2005, et l'obligation pour celles-ci de mettre en œuvre des mesures positives pour favoriser le développement des communautés et contribuer à la promotion de la dualité

linguistique dans la société canadienne. Cette année, qui a marqué le début des activités du 150^e anniversaire de la Confédération canadienne, a été une belle occasion de faire valoir le caractère bilingue du Canada, ici et à l'étranger.

La Direction générale des langues officielles continuera son travail de coordination auprès des institutions fédérales afin de miser sur le leadership de tous les employés et les cadres de l'appareil fédéral à tous les niveaux. Les résultats des études, les données, les projections linguistiques et les points de vue recueillis en 2016-2017 éclaireront le travail des institutions fédérales pour les années à venir et guideront la mise en œuvre du prochain plan fédéral sur les langues officielles.

Annexe 1

Dépenses réelles des initiatives de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 pour 2016-2017

| PARTENAIRES FÉDÉRAUX | TOTAL ALLOUÉ ENTRE 2013 ET 2018 (EN DOLLARS) | DÉPENSES PRÉVUES 2013-2014 À 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES RÉELLES 2013-2014 À 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES PRÉVUES 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES RÉELLES 2016-2017 (EN DOLLARS) |
|---|--|---|---|---|---|
| PILIER 1 : ÉDUCATION | | | | | |
| Patrimoine canadien | | | | | |
| Appui à l'éducation dans la langue de la minorité | 265 024 040 | 212 019 235 | 212 019 233 | 53 004 808 | 53 004 808 |
| Appui à l'apprentissage de la langue seconde | 175 024 040 | 140 019 235 | 140 019 233 | 35 004 808 | 35 004 808 |
| Bourses d'été de langue | 36 604 830 | 29 283 864 | 29 283 864 | 7 320 966 | 7 320 966 |
| Moniteurs de langues officielles | 18 604 825 | 14 883 863 | 14 883 861 | 3 720 965 | 3 720 965 |
| Échanges Canada | 11 250 000 | 9 000 000 | 9 000 000 | 2 250 000 | 2 250 000 |
| Santé Canada | | | | | |
| Formation, réseaux et accès aux services en santé (volet éducation) | 106 500 000 | 86 066 666 | 83 652 090 | 21 733 333 | 21 733 333 |
| Justice Canada | | | | | |
| Réseaux, formation et accès aux services de justice (volet éducation, incluant les services internes) | 19 000 000 | 15 165 300 | 14 012 960 | 3 782 700 | 3 677 986 |
| Services publics et Approvisionnement Canada | | | | | |
| Portail linguistique du Canada | 16 000 000 | 12 750 000 | 12 302 073 | 3 250 000 | 3 229 964 |
| Conseil national de recherches Canada | | | | | |
| Renforcement de l'industrie et des technologies langagières | 10 000 000 | 8 000 000 | 8 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| SOUS-TOTAL PILIER 1 : ÉDUCATION | 658 007 735 | 527 188 163 | 523 173 314 | 132 067 580 | 131 942 830 |

| PARTENAIRES FÉDÉRAUX | TOTAL ALLOUÉ ENTRE 2013 ET 2018 (EN DOLLARS) | DÉPENSES PRÉVUES 2013-2014 À 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES RÉELLES 2013-2014 À 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES PRÉVUES 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES RÉELLES 2016-2017 (EN DOLLARS) |
|--|--|---|---|---|---|
| PILIER 2 : IMMIGRATION | | | | | |
| Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada* | | | | | |
| Formation linguistique pour les immigrants économiques | 120 000 000 | 96 000 000 | 96 000 000 | 24 000 000 | 24 000 000 |
| Immigration vers les communautés de langue officielle en situation minoritaire (incluant l'Appui à l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick) | 29 398 470 | 23 487 468 | 23 488 864 | 6 100 000 | 6 061 138 |
| SOUS-TOTAL PILIER 2 : IMMIGRATION | 149 398 470 | 119 487 468 | 119 488 864 | 30 100 000 | 30 061 138 |
| PILIER 3 : COMMUNAUTÉS | | | | | |
| Patrimoine canadien | | | | | |
| Appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire | 22 262 275 | 17 809 820 | 17 809 820 | 4 452 455 | 4 452 455 |
| Coopération intergouvernementale | 22 262 275 | 17 809 820 | 17 809 820 | 4 452 455 | 4 452 455 |
| Fonds d'action culturelle communautaire | 10 000 000 | 8 000 000 | 7 136 319 | 2 500 000 | 2 462 593 |
| Vitrines musicales pour les artistes des communautés de langue officielle en situation minoritaire | 5 750 000 | 4 600 000 | 4 600 000 | 1 150 000 | 1 150 000 |
| Programme national de traduction pour l'édition du livre | 4 000 000 | 3 200 000 | 3 200 000 | 800 000 | 800 000 |
| Conseil des Arts du Canada | | | | | |
| Stratégie d'accès aux marchés pour les artistes des communautés de langue officielle en situation minoritaire | 2 750 000 | 2 000 000 | 1 998 625 | 750 000 | 750 000 |

| PARTENAIRES FÉDÉRAUX | TOTAL ALLOUÉ ENTRE 2013 ET 2018 (EN DOLLARS) | DÉPENSES PRÉVUES 2013-2014 À 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES RÉELLES 2013-2014 À 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES PRÉVUES 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES RÉELLES 2016-2017 (EN DOLLARS) |
|---|--|---|---|---|---|
| Santé Canada | | | | | |
| Formation, réseaux et accès aux services en santé (volet communautaire) | 67 800 000 | 60 030 834 | 52 964 131 | 15 916 667 | 15 796 262 |
| Justice Canada | | | | | |
| Fonds de mise en application de la Loi sur les contraventions (incluant les services internes) | 49 611 630 | 39 596 572 | 19 016 970 | 9 875 960 | 4 689 624 |
| Réseaux, formation et accès aux services de justice (volet communautaire, incluant les services internes) | 21 195 000 | 16 821 889 | 14 463 120 | 4 171 944 | 4 178 350 |
| Emploi et Développement Social Canada | | | | | |
| Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire | 69 000 000 | 55 260 000 | 53 960 155 | 14 060 000 | 13 356 209 |
| Initiative d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire | 7 500 000 | 6 000 000 | 4 436 297 | 1 500 000 | 606 697 |
| Initiative de partenariat social dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire | 4 000 000 | 2 460 000 | 1 212 316 | 600 000 | 1 212 316 |
| Innovation, Sciences et Développement économique Canada | | | | | |
| Initiative de développement économique pour opérations régionales | 1 600 000 | 1 220 000 | 1 169 356 | 380 000 | 366 927 |

| PARTENAIRES FÉDÉRAUX | TOTAL ALLOUÉ ENTRE 2013 ET 2018 (EN DOLLARS) | DÉPENSES PRÉVUES 2013-2014 À 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES RÉELLES 2013-2014 À 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES PRÉVUES 2016-2017 (EN DOLLARS) | DÉPENSES RÉELLES 2016-2017 (EN DOLLARS) |
|--|--|---|---|---|---|
| Initiative fédérale de développement économique dans le nord de l'Ontario | | | | | |
| Initiative de développement économique | 4 450 000 | 3 360 000 | 3 164 281 | 1 015 000 | 1 238 943 |
| Développement économique Canada pour les régions du Québec | | | | | |
| Initiative de développement économique | 10 200 000 | 7 830 000 | 7 259 035 | 2 370 000 | 2 186 476 |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | | | | | |
| Initiative de développement économique | 6 200 000 | 4 480 000 | 3 632 898 | 1 340 000 | 1 513 925 |
| Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario | | | | | |
| Initiative de développement économique | 4 450 000 | 3 247 712 | 3 351 992 | 979 612 | 1 101 249 |
| Diversification économique de l'ouest Canada | | | | | |
| Initiative de développement économique | 3 200 000 | 2 460 000 | 1 978 513 | 740 000 | 634 458 |
| Agence canadienne de développement économique du Nord | | | | | |
| Initiative de développement économique | 400 000 | 320 000 | 234 135 | 80 000 | 80 000 |
| SOUS-TOTAL PILIER 3 : APPUI AUX COMMUNAUTÉS | 316 631 180 | 256 506 647 | 219 397 783 | 67 134 093 | 61 028 939 |
| GRAND TOTAL | 1 124 037 385 | 903 182 278 | 862 059 961 | 229 301 673 | 223 032 907 |

*Dans le cadre de la Feuille de route 2013-2018, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) investira 29,4 millions de dollars pour l'initiative « Immigration vers les communautés de langue officielle en situation minoritaire. » Il y a un léger écart de 100 000 dollars entre ce montant et le financement qu'IRCC a annoncé publiquement en mars 2013. Cette modification a été apportée à la suite d'une révision budgétaire et n'aura aucune incidence sur la capacité d'IRCC d'offrir ses services aux communautés de langue officielle en situation minoritaire. Le même appui sera offert et les mêmes résultats seront atteints.

Annexe 2

Dépenses par province et territoire en 2016-2017 (Direction générale des langues officielles)

| | Programmes d'appui aux langues officielles | | | | | | TOTAL | | |
|--|--|--|-------------------|---|--------------------|--|--|-------------------|--------------------|
| | Développement des communautés de langue officielle | | | Mise en valeur des langues officielles | | | TOTAL | | |
| | Volet Vie communautaire | | | Volet Éducation dans la langue de la minorité | | | Volet Apprentissage de la langue seconde | | |
| | Collaboration avec le secteur communautaire | Collaboration inter-gouvernementale en matière de services | Total partiel | | Total partiel | Volet Promotion de la dualité linguistique | | Total partiel | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1 300 655 | 350 000 | 1 650 655 | 1 301 551 | 2 952 206 | 136 710 | 2 639 295 | 2 776 005 | 5 728 211 |
| Île-du-Prince-Édouard | 1 349 682 | 1 237 500 | 2 587 182 | 3 900 369 | 6 487 551 | 112 200 | 1 524 102 | 1 636 302 | 8 123 853 |
| Nouvelle-Écosse | 1 926 624 | 1 301 000 | 3 227 624 | 5 260 175 | 8 487 799 | 147 630 | 4 177 355 | 4 324 985 | 12 812 784 |
| Nouveau-Brunswick | 3 239 958 | 1 987 000 | 5 226 958 | 17 102 195 | 22 329 153 | 147 065 | 5 691 989 | 5 839 054 | 28 168 207 |
| Québec | 4 158 856 | 400 000 | 4 558 856 | 48 330 144 | 52 889 000 | | 18 557 573 | 18 557 573 | 71 446 573 |
| Ontario | 5 378 564 | 1 600 000 | 6 978 564 | 60 576 881 | 67 555 445 | 294 500 | 24 090 634 | 24 385 134 | 91 940 579 |
| Manitoba | 3 043 535 | 1 400 000 | 4 443 535 | 7 534 749 | 11 978 284 | 149 330 | 5 571 701 | 5 721 031 | 17 699 315 |
| Saskatchewan | 2 426 252 | 874 300 | 3 300 552 | 3 473 540 | 6 774 092 | 149 330 | 4 750 602 | 4 899 932 | 11 674 024 |
| Alberta | 2 954 440 | 650 000 | 3 604 440 | 5 754 466 | 9 358 906 | 189 290 | 9 273 359 | 9 462 649 | 18 821 555 |
| Colombie-Britannique | 2 804 340 | 700 000 | 3 504 340 | 8 273 098 | 11 777 438 | 303 760 | 10 457 846 | 10 761 606 | 22 539 044 |
| Territoires du Nord-Ouest | 591 490 | 5 702 000 | 6 293 490 | 1 568 850 | 7 862 340 | 53 040 | 1 348 705 | 1 401 745 | 9 264 085 |
| Yukon | 591 476 | 1 990 000 | 2 581 476 | 1 235 800 | 3 817 276 | | 1 012 100 | 1 012 100 | 4 829 376 |
| Nunavut | 366 280 | 1 910 824 | 2 277 104 | 772 885 | 3 049 989 | | 649 746 | 649 746 | 3 699 735 |
| National (y compris projets pancanadiens et inter-régionaux) | 8 029 403 | | 8 029 403 | 240 000 | 8 269 403 | 2 783 694 | | 2 783 694 | 11 053 097 |
| Total partiel | 38 161 555 | 20 102 624 | 58 264 179 | 165 324 703 | 223 588 882 | 4 466 549 | 89 745 007 | 94 211 556 | 317 800 438 |

Programmes d'appui aux langues officielles

| | Développement des communautés de langue officielle | | | | Mise en valeur des langues officielles | | | | TOTAL | | |
|--|--|--|-------------------|--------------------|--|---|--------------------|--|--------------------|--|---------------|
| | Volet Vie communautaire | | | | Total partiel | Volet Éducation dans la langue de la minorité | Total partiel | Volet Promotion de la dualité linguistique | | Volet Apprentissage de la langue seconde | Total partiel |
| | Collaboration avec le secteur communautaire | Collaboration inter-gouvernementale en matière de services | Total partiel | | | | | | | | |
| Programmes nationaux : | | | | | | | | | | | |
| – Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique | | | | | | | | | | | |
| Explore et Destination Clic | | | | 832 136 | 832 136 | | | 15 810 597 | | 16 642 733 | |
| Odysée | | | | 1 767 233 | 1 767 233 | | | 5 029 818 | | 6 797 051 | |
| – Collaboration avec le secteur non gouvernemental/Éducation | | | | 1 866 500 | 1 866 500 | | | 895 412 | | 2 761 912 | |
| – Jeunesse Canada au travail | 2 018 533 | | | 2 018 533 | 2 018 533 | | | 2 018 538 | | 4 037 071 | |
| Total partiel | 2 018 533 | | 2 018 533 | 4 465 869 | 6 484 402 | | | 23 754 365 | | 30 238 767 | |
| Appui aux droits linguistiques | 1 201 800 | | 1 201 800 | | 1 201 800 | | 298 200 | | 298 200 | 1 500 000 | |
| Grand total | 41 381 888 | 20 102 624 | 61 484 512 | 169 790 572 | 231 275 084 | 4 764 749 | 113 499 372 | 118 264 121 | 349 539 205 | | |

Annexe 3

Dépenses selon les volets de programme en 2016-2017 (Patrimoine canadien)

| Programme de développement des communautés de langue officielle | |
|---|--------------------|
| Vie Communautaire | Total |
| Collaboration avec le secteur communautaire | 32 205 923 |
| Collaboration intergouvernementale en matière de services dans la langue de la minorité | 20 102 624 |
| Fonds stratégique | 3 493 039 |
| Fonds d'action culturelle communautaire | 2 462 593 |
| Jeunesse Canada au travail (langues officielles) | 2 018 533 |
| Total | 60 282 712 |
| Éducation dans la langue de la minorité | Total |
| Collaboration intergouvernementale en matière d'éducation dans la langue de la minorité | 165 324 703 |
| Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique | 2 599 369 |
| Collaboration avec le secteur non-gouvernemental | 1 866 500 |
| Total | 169 790 572 |
| Appui aux droits linguistiques | Total |
| Modes alternatifs de résolution de conflits | 454 585 |
| Recours judiciaires | 747 215 |
| Total | 1 201 800 |
| TOTAL – Développement des communautés de langue officielle | 231 275 084 |

| Programme de mise en valeur des langues officielles | |
|--|--------------------|
| Promotion de la dualité linguistique | Total |
| Appréciation et rapprochement | 3 555 104 |
| Promotion de l'offre de services bilingues | 477 801 |
| Appui à l'interprétation et à la traduction | 433 644 |
| Total | 4 466 549 |
| Apprentissage de la langue seconde | Total |
| Collaboration intergouvernementale en matière d'apprentissage de la langue seconde | 89 745 007 |
| Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique | 20 840 415 |
| Collaboration avec le secteur non-gouvernemental | 895 412 |
| Jeunesse Canada au travail (langues officielles) | 2 018 538 |
| Total | 113 499 372 |
| Appui aux droits linguistiques | Total |
| Information et promotion | 298 200 |
| Total | 298 200 |
| TOTAL – Mise en valeur des langues officielles | 118 264 121 |

| Total des programmes | |
|---|--------------------|
| Programme de développement des communautés de langue officielle | 231 275 084 |
| Programme de mise en valeur des langues officielles | 118 264 121 |
| GRAND TOTAL | 349 539 205 |

Annexe 4

Dépenses en éducation en 2016-2017 (Direction générale des langues officielles)

| | Éducation dans la langue de la minorité | | | Apprentissage de la langue seconde | | | Total | |
|---|---|----------------------------------|--------------------|------------------------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------|----------------------------------|
| | Fonds fédéraux | Part du total des fonds fédéraux | Fonds provinciaux | Fonds fédéraux | Part du total des fonds fédéraux | Fonds provinciaux | Fonds fédéraux | Part du total des fonds fédéraux |
| Collaboration inter-gouvernementale | | | | | | | | |
| Participation des élèves | 28 599 105 | 16,8 % | 36 057 839 | 9 533 495 | 8,4 % | 9 779 180 | 38 132 600 | 13,5 % |
| Offre des programmes | 60 080 958 | 35,4 % | 75 813 601 | 45 811 101 | 40,4 % | 103 616 416 | 105 892 059 | 37,4 % |
| Rendement des élèves | 7 271 575 | 4,3 % | 12 758 250 | 5 556 973 | 4,9 % | 6 326 969 | 12 828 548 | 4,5 % |
| Milieux scolaires entichis | 13 279 917 | 7,8 % | 13 126 097 | 8 889 136 | 7,8 % | 9 072 816 | 22 169 053 | 7,8 % |
| Accès à l'enseignement postsecondaire | 28 869 200 | 17,0 % | 28 053 489 | 7 173 347 | 6,3 % | 7 868 724 | 36 042 547 | 12,7 % |
| Appui au personnel éducatif et recherche | 11 027 602 | 6,5 % | 11 092 368 | 9 428 063 | 8,3 % | 12 319 687 | 20 455 665 | 7,2 % |
| Fonds complémentaires – Projets | 16 196 346 | 9,5 % | 54 365 718 | 3 352 892 | 3,0 % | 7 084 670 | 19 549 238 | 6,9 % |
| Total partiel | 165 324 703 | 97,4 % | 231 267 362 | 89 745 007 | 79,1 % | 156 068 462 | 255 069 710 | 90,0 % |
| Programmes nationaux | | | | | | | | |
| Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique : | | | | | | | | |
| - Explore et Destination Clic (Bourses) | 832 136 | 0,5 % | | 15 810 597 | 13,9 % | | 16 642 733 | 5,9 % |
| - Odyssée (Moniteurs) | 1 767 233 | 1,0 % | | 5 029 818 | 4,4 % | | 6 797 051 | 2,4 % |
| Collaboration avec le secteur non gouvernemental : | | | | | | | | |
| - Appui à l'enseignement | 1 866 500 | 1,1 % | | 895 412 | 0,8 % | | 2 761 912 | 1,0 % |
| - Jeunesse Canada au travail | | | | 2 018 538 | 1,8 % | | 2 018 538 | 0,7 % |
| TOTAL GLOBAL | 169 790 572 | 100,0 % | 231 267 362 | 113 499 372 | 100,0 % | 156 068 462 | 283 289 944 | 100,0 % |
| | | | | | | | | 387 335 824 |

Annexe 5

Effectifs scolaires en 2015-2016 (Direction générale des langues officielles)

Effectifs dans les programmes d'enseignement de la langue seconde dans les écoles du système d'éducation de la majorité.

| Année | Population totale au sein des écoles de la majorité | Langue seconde (incluant l'immersion) | | Immersion française | |
|--|---|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------------|
| | | Effectifs | Pourcentage (de la pop. totale) | Effectifs | Pourcentage (de la pop. totale) |
| Total – Élèves en français langue seconde et élèves en anglais langue seconde dans les systèmes de la majorité | | | | | |
| 1983-1984 | 4 401 997 | 2 199 253 | 50,0 % | 117 454 | 2,7 % |
| 2015-2016 | 4 508 613 | 2 382 690 | 52,8 % | 428 619 | 9,5 % |
| Total – Élèves de langue anglaise dans les systèmes de la majorité qui apprennent le français comme langue seconde (Canada moins le Québec) | | | | | |
| 1983-1984 | 3 464 272 | 1 607 335 | 46,4 % | 117 454 | 3,4 % |
| 2015-2016 | 3 701 784 | 1 676 541 | 45,3 % | 428 619 | 11,6 % |
| Total – Élèves du système d'éducation de langue française qui apprennent l'anglais langue seconde au Québec | | | | | |
| 1983-1984 | 937 725 | 591 918 | 63,1 % | n.d | n.d |
| 2015-2016 | 806 829 | 706 149 | 87,5 % | n.d | n.d |

| Année | Population totale au sein des écoles de la majorité | Langue seconde (incluant l'immersion) | | Immersion française | |
|----------------------------------|---|--|---------------------------------------|---------------------|------------------------------------|
| | | Effectifs | Pourcentage (de la pop. totale) | Effectifs | Pourcentage (de la pop. totale) |
| Terre-Neuve-et-Labrador | | | | | |
| 1983-1984 | 147 500 | 75 056 | 50,9 % | 970 | 0,7 % |
| 2015-2016 | 66 309 | 38 616 | 58,2 % | 10 185 | 15,4 % |
| Île-du-Prince-Édouard | | | | | |
| 1983-1984 | 24 964 | 15 911 | 63,7 % | 1 833 | 7,3 % |
| 2015-2016 | 18 864 | 11 202 | 59,4 % | 4 809 | 25,5 % |
| Nouvelle-Écosse | | | | | |
| 1983-1984 | 172 770 | 95 201 | 55,1 % | 894 | 0,5 % |
| 2015-2016 | 112 686 | 59 175 | 52,5 % | 15 015 | 13,3 % |
| Nouveau-Brunswick | | | | | |
| 1983-1984 | 98 284 | 70 289 | 71,5 % | 11 009 | 11,2 % |
| 2015-2016 | 69 048 | 43 065 | 62,4 % | 19 710 | 28,5 % |
| Québec | | | | | |
| 1983-1984 | 937 725 | 591 918 | 63,1 % | - | - |
| 2015-2016 | 806 829 | 706 149 | 87,5 % | - | - |
| Ontario | | | | | |
| 1983-1984 | 1 682 302 | 909 290 | 54,1 % | 65 310 | 3,9 % |
| 2015-2016 | 1 889 940 | 979 269 | 51,8 % | 245 817 | 13,0 % |
| Manitoba | | | | | |
| 1983-1984 | 194 182 | 91 058 | 46,9 % | 9 090 | 4,7 % |
| 2015-2016 | 175 398 | 81 561 | 46,5 % | 23 547 | 13,4 % |
| Saskatchewan | | | | | |
| 1983-1984 | 200 362 | 52 324 | 26,1 % | 4 018 | 2,0 % |
| 2015-2016 | 173 967 | 48 690 | 28,0 % | 13 869 | 8,0 % |
| Alberta | | | | | |
| 1983-1984 | 447 759 | 120 868 | 27,0 % | 14 523 | 3,2 % |
| 2015-2016 | 632 841 | 184 524 | 29,2 % | 41 631 | 6,6 % |
| Colombie-Britannique | | | | | |
| 1983-1984 | 496 149 | 177 338 | 35,7 % | 9 807 | 2,0 % |
| 2015-2016 | 539 721 | 225 549 | 41,8 % | 52 536 | 9,7 % |
| Yukon | | | | | |
| 1984-1985 | 4 667 | 2 221 | 47,6 % | 186 | 4,0 % |
| 2015-2016 | 4 980 | 2 355 | 47,3 % | 669 | 13,4 % |
| Territoires du Nord-Ouest | | | | | |
| 1990-1991 | 14 016 | 4 360 | 31,1 % | 404 | 2,9 % |
| 2015-2016 | 8 085 | 2 535 | 31,4 % | 831 | 10,3 % |
| Nunavut | | | | | |
| 2002-2003 | 8 861 | - | n.d | - | n.d |
| 2015-2016 | 9 945 | - | n.d | - | n.d |

Effectifs des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité

| Année | Total des effectifs scolaires | Effectifs au sein du système scolaire dans la langue de la minorité | Classes | Proportion des effectifs du système scolaire dans la langue de la minorité |
|--|-------------------------------|---|---------|--|
| Total – Canada | | | | |
| 1983-1984 | 4 682 999 | 281 002 | - | 6,0 % |
| 2015-2016 | 4 753 191 | 244 578 | - | 5,1 % |
| Total – Écoles de langue française en situation minoritaire | | | | |
| 1983-1984 | 3 634 315 | 152 594 | - | 4,2 % |
| 2015-2016 | 3 862 308 | 160 524 | - | 4,2 % |

| Année | Total des effectifs scolaires | Effectifs au sein du système scolaire dans la langue de la minorité | Classes | Proportion des effectifs du système scolaire dans la langue de la minorité |
|--------------------------------|-------------------------------|---|---------|--|
| Terre-Neuve-et-Labrador | | | | |
| 1983-1984 | 147 603 | 103 | M à 12 | 0,1 % |
| 2015-2016 | 66 654 | 345 | M à 12 | 0,5 % |
| Île-du-Prince-Édouard | | | | |
| 1983-1984 | 25 480 | 516 | M à 12 | 2,0 % |
| 2015-2016 | 19 713 | 849 | 1 à 12 | 4,3 % |
| Nouvelle-Écosse | | | | |
| 1983-1984 | 177 240 | 4 470 | M à 12 | 2,5 % |
| 2015-2016 | 118 152 | 5 466 | p à 12 | 4,6 % |
| Nouveau-Brunswick | | | | |
| 1983-1984 | 146 045 | 47 761 | M à 12 | 32,7 % |
| 2015-2016 | 97 911 | 28 863 | M à 12 | 29,5 % |
| Québec | | | | |
| 1983-1984 | 1 066 133 | 128 408 | M à 11 | 12,0 % |
| 2015-2016 | 890 883 | 84 054 | M à 11 | 9,4 % |
| Ontario | | | | |
| 1983-1984 | 1 773 478 | 91 176 | M à 12 | 5,1 % |
| 2015-2016 | 1 993 431 | 103 491 | M à 12 | 5,2 % |
| Manitoba | | | | |
| 1983-1984 | 199 743 | 5 561 | M à 12 | 2,8 % |
| 2015-2016 | 181 023 | 5 625 | M à 12 | 3,1 % |
| Saskatchewan | | | | |
| 1983-1984 | 201 130 | 768 | M à 12 | 0,4 % |
| 2015-2016 | 175 755 | 1 788 | M à 12 | 1,0 % |

| Année | Total des effectifs scolaires | Effectifs au sein du système scolaire dans la langue de la minorité | Classes | Proportion des effectifs du système scolaire dans la langue de la minorité |
|----------------------------------|-------------------------------|---|---------|--|
| Alberta | | | | |
| 1983-1984 | 448 835 | 1 076 | M à 12 | 0,2 % |
| 2015-2016 | 640 869 | 8 028 | M à 12 | 1,3 % |
| Colombie-Britannique | | | | |
| 1983-1984 | 497 312 | 1 163 | M à 12 | 0,1 % |
| 2015-2016 | 545 253 | 5 532 | M à 12 | 1,0 % |
| Yukon | | | | |
| 1984-1985 | 4 697 | 30 | M à 8 | 0,6 % |
| 2015-2016 | 5 220 | 240 | M à 12 | 4,4 % |
| Territoires du Nord-Ouest | | | | |
| 1990-1991 | 14 079 | 63 | M à 11 | 0,4 % |
| 2015-2016 | 8 301 | 216 | M à 11 | 2,6 % |
| Nunavut | | | | |
| 2002-2003 | 8 901 | 40 | M à 12 | 0,4 % |
| 2015-2016 | 10 026 | 81 | M à 12 | 0,8 % |

Symboles clés :

M = Maternelle

P = Primaire

n.d = Données non disponibles

e = Estimations (Puisque les données pour le territoire du Yukon en 2010-2011 étaient manquantes, des estimations ont été produites. Ces chiffres ont donc été produits à partir des données de la diffusion de 2009-2010.)

Notes :

1. Les données dans la langue de la minorité pour les 3 territoires sont exclues des tableaux pour 1983-1984 : Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, car il n'y avait aucune école dans la langue de la minorité en 1983-1984. Pour chacune de ces juridictions, l'année la plus récente pour laquelle les données sont disponibles est présentée dans tous les tableaux afin de déterminer l'année de référence.
2. Les données de la langue seconde présentent les inscriptions dans les systèmes de la majorité, (français au Québec et anglais à l'extérieur du Québec). Pour tous les effectifs de langue seconde, les inscriptions en immersion française sont comprises dans les totaux et sont présentées séparément. Les étudiants d'immersion française dans les écoles de langue anglaise au Québec ne sont pas inclus dans les totaux des inscriptions de langue seconde. Les données des effectifs de langue seconde pour le système de la minorité de langue française au Nouveau-Brunswick n'étaient pas disponibles.
3. Le total des effectifs de langue seconde de 1983-1984 ne comprend pas les inscriptions au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest pour lesquels les données n'étaient pas disponibles.
4. L'année de référence a été modifiée de 1975-1976 à 1983-1984 pour assurer une couverture plus complète.
5. Les données sur les effectifs pour l'enseignement de la langue seconde et pour l'enseignement dans la langue de la minorité n'incluent pas les données des écoles privées et/ou de l'enseignement à domicile.

Source : Le Centre de la statistique de l'éducation, Statistique Canada.